

Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2018

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 973 millions de dollars pour le premier trimestre de 2018

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017 :

- Bénéfice net de 973 millions de dollars, en baisse de 35 %, ce qui rend compte d'une réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis de 425 millions de dollars liée à la réforme fiscale américaine et d'un profit net enregistré à l'exercice précédent
- Bénéfice net ajusté¹ de 1 422 millions, en baisse de 7 %, ce qui rend compte du profit net enregistré un an plus tôt
- BPA² de 1,43 \$, en baisse de 36 %, et BPA ajusté^{1, 2} de 2,12 \$, en baisse de 7 %
- Bon rendement opérationnel des services aux particuliers
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 141 millions de dollars, incluant un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs³ de 33 millions, contre 167 millions pour l'exercice précédent
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,1 %

Toronto, le 27 février 2018 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2018, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 973 millions de dollars, ou 1,43 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 422 millions, ou 2,12 \$ par action.

« BMO a connu un bon début d'exercice, le bénéfice net ajusté s'élevant à 1,4 milliard de dollars et le bénéfice par action ajusté à 2,12 \$. Ces résultats reflètent la forte croissance des revenus d'exploitation des Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et aux États-Unis, stimulée par une bonne croissance des prêts et des dépôts, la hausse des taux d'intérêt ainsi qu'une bonne performance en matière de crédit qui témoigne de notre approche uniforme en ce qui concerne la gestion efficace des risques et l'établissement de liens étroits et à long terme avec les clients », a expliqué Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Le contexte économique constructif, en particulier aux États-Unis, joue en faveur de nos activités, comme en atteste cet autre trimestre d'augmentation de la contribution de notre segment américain, qui a connu une croissance plus rapide que la Banque dans son ensemble. Nous avons fait des progrès par rapport aux éléments stratégiques sur lesquels nous mettons l'accent, notamment en améliorant l'efficacité de la Banque et en continuant à investir dans nos plans numériques, nos gens et les collectivités. Nous voyons devant nous des occasions fort attrayantes qui permettront d'enregistrer une croissance organique et d'atteindre nos objectifs financiers », a conclu M. White.

Le bénéfice net comptable du trimestre considéré tient compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*⁴, laquelle a eu une incidence négative d'environ 29 % sur la croissance du bénéfice net comptable, et de 0,65 \$ sur le bénéfice par action. Comme il en a déjà été fait mention, cette charge constitue une charge ponctuelle hors trésorerie au titre de la baisse du taux d'impôt fédéral américain. À l'avenir, la baisse du taux d'impôt sur le bénéfice futur de BMO aux États-Unis devrait se traduire par un avantage.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur les actions privilégiées.

3) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

4) Il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2017. Pour obtenir d'autres renseignements, se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 27.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Le bénéfice net de l'exercice précédent comprenait un profit net de 133 millions de dollars attribuable à un profit de 168 millions réalisé sur la vente de Moneris US et à une perte de 35 millions subie sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis. Le profit net a eu une incidence défavorable d'environ 9 % sur la croissance du bénéfice net comptable et du bénéfice net ajusté.

Le rendement des capitaux propres a été de 9,4 %, contre 14,9 % un an plus tôt et, après ajustement, il s'est situé à 13,9 %, contre 15,3 %. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 11,5 % comparativement à 18,5 % un an plus tôt et, après ajustement, il a été de 16,7 % contre 18,6 %.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,93 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2018, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,05 \$ par action, ou 6 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 0,93 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 3,72 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2018, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2018, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net comptable a atteint 647 millions de dollars, soit une baisse de 97 millions, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté de 647 millions a reculé de 98 millions, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Un profit sur la vente de Moneris US au cours de l'exercice précédent a réduit d'environ 25 % la croissance du bénéfice net. La bonne croissance du revenu d'exploitation et le profit lié à la restructuration d'Interac Corporation, ont été en partie compensés par la hausse des charges, y compris une réserve réglementaire, au cours du trimestre à l'étude.

Au cours du trimestre, nous avons continué d'améliorer nos capacités numériques en lançant le service BMO sur Alexa d'Amazon, qui permet aux clients possédant un appareil équipé d'Alexa d'accéder à de l'information telle que l'emplacement du guichet automatique de BMO le plus proche et les taux de change courants ainsi qu'à des renseignements sur les produits de BMO.

PE États-Unis

À 310 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 61 millions, ou de 24 %, et, après ajustement, il a atteint 321 millions, ayant progressé de 60 millions, ou de 23 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

À 247 millions de dollars américains, le bénéfice net comptable s'est accru de 59 millions de dollars américains, ou de 31 %, sur un an et, après ajustement, il a atteint 256 millions de dollars américains, ayant progressé de 59 millions de dollars américains, ou de 30 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la progression des revenus, ce qui comprend l'incidence d'une perte après impôts de 27 millions de dollars américains subie sur la vente de prêts, l'amélioration du taux d'impôt attribuable à la réforme fiscale américaine et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs en partie compensés par la hausse des charges. La perte sur la vente de l'exercice précédent a donné lieu à une croissance d'environ 16 % du bénéfice net avant et après ajustement.

BMO Harris Bank s'est vu décerner par le Bureau du contrôleur de la monnaie une mention d'excellence pour sa performance en vertu de la *Loi sur l'accès au crédit de collectivités*, en reconnaissance de l'engagement de la Banque pour soutenir les collectivités à faible et à moyen revenu.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 266 millions de dollars, contre 269 millions un an plus tôt et, après ajustement, il a atteint 276 millions, comparativement à 284 millions un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. À 184 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 20 millions, ou de 12 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 194 millions, en hausse de 15 millions, ou de 8 %, ce qui est attribuable principalement à l'accroissement des activités et à l'amélioration des marchés boursiers, facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des charges. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 82 millions, contre 105 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement du fait qu'un an plus tôt, il y a eu des variations plus favorables des marchés, ce qui a été contrebalancé par la croissance des activités sous-jacentes.

La qualité des fonds négociés en bourse (FNB) de BMO Gestion d'actifs a été récompensée lors de la remise des prix Thomson Reuters Lipper Fund Awards 2017, alors que sept fonds ont remporté les grands honneurs dans la catégorie des fonds ajustés en fonction des risques les plus performants.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont élevés à 271 millions de dollars, en comparaison de 367 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, à cause surtout d'une baisse des revenus du secteur Produits de négociation, par suite des résultats records au chapitre des revenus enregistrés pour l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

BMO Marchés des capitaux a été désigné meilleure banque pour le dollar canadien par le magazine FX Week, et ce, pour une septième année de suite. Nous nous sommes également associés à la Banque mondiale à titre de co-chef de file dans le cadre de l'émission de la première obligation pour le développement durable visant à accroître la sensibilisation à l'autonomisation des femmes et des filles, émission qui a permis de mobiliser 1 milliard de dollars.

Services d'entreprise

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 521 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 141 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 93 millions pour le trimestre, contre 127 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie qui découle de la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis de 425 millions de dollars pour le trimestre à l'étude et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout des impôts qui ont été exceptionnellement élevés au cours de l'exercice précédent, ainsi que de la hausse des revenus, exclusion faite de l'ajustement visant à tenir compte de la base d'imposition comparable (bic), et de la réduction des charges au cours du trimestre considéré. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause de la réévaluation de la charge liée aux actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours du trimestre à l'étude, ce qui a été neutralisé en partie par les facteurs précités.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,1 % au 31 janvier 2018.

Ce ratio a diminué par rapport à celui de 11,4 % enregistré à la fin du quatrième trimestre étant donné que la croissance des résultats distribués a été plus que compensée par l'essor des activités et les rachats d'actions au cours du trimestre. L'incidence de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis a donné lieu à une baisse d'environ 17 points de base du ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux aux termes de l'IFRS 9 est conforme à la dotation aux provisions spécifiques aux termes de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation des exercices précédents* (IAS 39). La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a remplacé la dotation à la provision générale aux termes de l'IAS 39. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique le calcul de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 141 millions de dollars, en baisse de 26 millions sur un an. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 174 millions de dollars, a augmenté de 7 millions, ce qui reflète une hausse des dotations de PE États-Unis et une baisse des recouvrements de BMO Marchés des capitaux, en partie compensées par une baisse des dotations de PE Canada. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 33 millions de dollars, principalement de PE États-Unis, l'amélioration des perspectives macroéconomiques ayant entraîné une baisse des pertes sur créances futures attendues. Au Canada, les perspectives macroéconomiques ont été relativement stables.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 27 février 2018. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2018 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2017 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2017.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2017, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	24	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	25	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	25	Transactions avec des parties liées
6	Survol et perspectives économiques	26	Arrangements hors bilan
7	Change	26	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Bénéfice net	26	Modifications de méthodes comptables
8	Revenus	26	Modifications futures de méthodes comptables
9	Dotation à la provision pour pertes sur créances	26	Instruments financiers désignés
10	Prêts douteux	27	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale
10	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	27	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
11	Charges autres que d'intérêts	28	Gestion des risques
11	Impôts sur le résultat	28	Risque de marché
12	Gestion du capital	29	Risque de liquidité et de financement
15	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	33	Cotes de crédit
15	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	34	Expositions en Europe
16	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	36	États financiers consolidés intermédiaires
18	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	36	État consolidé des résultats
20	BMO Gestion de patrimoine	37	État consolidé du résultat global
21	BMO Marchés des capitaux	38	Bilan consolidé
22	Services d'entreprise	39	État consolidé des variations des capitaux propres
		40	État consolidé des flux de trésorerie
		41	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		63	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2018, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Sommaire de l'état des résultats			
Revenus nets d'intérêts	2 546	2 535	2 530
Revenus autres que d'intérêts	3 132	3 120	2 875
Revenus	5 678	5 655	5 405
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	361	573	4
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 317	5 082	5 401
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	174	s. o.	s. o.
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(33)	s. o.	s. o.
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	141	202	167
Charges autres que d'intérêts	3 441	3 375	3 385
Charge d'impôts sur le résultat	762	278	361
Bénéfice net	973	1 227	1 488
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	973	1 227	1 487
Bénéfice net ajusté	1 422	1 309	1 530
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)			
Bénéfice par action	1,43	1,81	2,22
Bénéfice par action ajusté	2,12	1,94	2,28
Croissance du bénéfice par action (%)	(35,6)	(10,3)	40,2
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	(7,2)	(7,6)	30,3
Dividendes déclarés par action	0,93	0,90	0,88
Valeur comptable d'une action	59,78	61,92	59,51
Cours de clôture de l'action	101,33	98,83	98,43
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			
À la clôture de la période	645,5	647,8	648,9
Nombre moyen dilué	649,9	650,3	650,3
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	65,4	64,0	63,9
Rendement de l'action (%)	3,7	3,6	3,6
Ratio de distribution (%)	64,9	49,5	39,5
Ratio de distribution ajusté (%)	43,7	46,2	38,4
Mesures et ratios financiers (%)			
Rendement des capitaux propres	9,4	12,1	14,9
Rendement des capitaux propres ajustés	13,9	12,9	15,3
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	11,5	14,8	18,5
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	16,7	15,5	18,6
Croissance du bénéfice net	(34,6)	(8,8)	39,4
Croissance du bénéfice net ajusté	(7,1)	(6,2)	29,9
Croissance des revenus	5,1	7,2	6,5
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	(1,6)	(2,2)	14,7
Croissance des charges autres que d'intérêts	1,7	1,4	3,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	2,5	(0,1)	3,3
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	64,7	66,4	62,7
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	64,1	64,1	61,6
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	(3,3)	(3,6)	11,7
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	(4,1)	(2,1)	9,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,54	1,57	1,55
Taux d'impôt effectif	43,9	18,5	19,5
Taux d'impôt effectif ajusté	19,5	19,3	19,8
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,15	0,22	0,18
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,19	0,22	0,18
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	727 909	709 580	692 384
Solde brut des prêts et acceptations	374 991	376 886	366 901
Solde net des prêts et acceptations	373 367	375 053	365 033
Dépôts	475 565	479 792	474 637
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38 588	40 114	38 617
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	29,0	28,5	27,7
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,1	11,4	11,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,8	13,0	12,6
Ratio du total des fonds propres	15,2	15,1	14,7
Ratio de levier	4,3	4,4	4,2
Cours de change			
Dollar CA/dollar US	1,2304	1,2895	1,3012
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,2575	1,2621	1,3288

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats).

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs et qu'ils procurent aux lecteurs une meilleure compréhension du point de vue de la direction sur la performance. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Résultats comptables			
Revenus	5 678	5 655	5 405
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(361)	(573)	(4)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 317	5 082	5 401
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(141)	(202)	(167)
Charges autres que d'intérêts	(3 441)	(3 375)	(3 385)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 735	1 505	1 849
Charge d'impôts sur le résultat	(762)	(278)	(361)
Bénéfice net	973	1 227	1 488
BPA (\$)	1,43	1,81	2,22
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)			
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(28)	(34)	(37)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(4)	(24)	(22)
Coûts de restructuration 4)	-	(59)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(32)	(117)	(59)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)			
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(21)	(26)	(28)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(3)	(15)	(14)
Coûts de restructuration 4)	-	(41)	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 5)	(425)	-	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(449)	(82)	(42)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,69)	(0,13)	(0,06)
Résultats ajustés			
Revenus	5 678	5 655	5 405
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(361)	(573)	(4)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 317	5 082	5 401
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(141)	(202)	(167)
Charges autres que d'intérêts	(3 409)	(3 258)	(3 326)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 767	1 622	1 908
Charge d'impôts sur le résultat	(345)	(313)	(378)
Bénéfice net	1 422	1 309	1 530
BPA (\$)	2,12	1,94	2,28

1) Les éléments d'ajustement ont été pris en compte par les Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, a été imputé aux groupes d'exploitation.

2) Ces charges sont imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 16, 18, 20 et 21.

3) Les coûts d'intégration des acquisitions associés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

4) Il s'agit de charges de restructuration qui ont été engagées au quatrième trimestre de 2017, car nous continuons de faire de plus en plus usage de la technologie pour rehausser l'expérience client et réaliser des efficacités opérationnelles. Les coûts de restructuration ont été constatés dans les charges autres que d'intérêts.

5) Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 27.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2018 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « avoir l'intention », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique ainsi que la législation fiscale et les interprétations connexes, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, à conclure des acquisitions et à intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et liés aux infrastructures, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'opérations terroristes sur nos activités, les répercussions des éclatons de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, l'information et la cybersécurité, y compris la menace de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, à la page 79 du Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO, ainsi qu'aux sections sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation, qui commencent à la page 86 du Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO, à l'analyse figurant à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2017, et à la section Gestion globale des risques, figurant ailleurs dans le présent document, sections qui présentent toutes l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans le Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, et ont été mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine et à la conjoncture de marché globale, ainsi qu'à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et pour le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques de notre rapport aux actionnaires pour le premier trimestre 2018.

Survol et perspectives économiques

Après avoir surpassé les autres pays du G7 en 2017, l'économie canadienne devrait ralentir cette année en raison de conditions financières moins favorables. Le PIB réel devrait croître de 2,2 % en 2018, ce qui représente une baisse par rapport à 3,0 % environ en 2017. Toutefois, ce rythme devrait tout de même ramener le taux de chômage à un creux de 5,5 % en quatre décennies avant la fin de l'année 2018. Les dépenses de consommation ont aidé l'économie en 2017, car le revenu disponible a augmenté en raison de l'augmentation des prestations pour enfants et de la plus forte création d'emplois depuis 14 ans. La consommation des particuliers devrait ralentir cette année en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'endettement élevé des ménages, ce qui entraînera un ralentissement du crédit à la consommation à l'échelle du secteur pour le situer à 3,2 %. Bien que les prix des maisons individuelles aient fléchi dans la région de Toronto à la suite de la mise en œuvre du Plan pour le logement équitable du gouvernement de l'Ontario, l'activité sur le marché du logement demeure vigoureuse à l'échelle nationale. Néanmoins, la croissance des prêts hypothécaires résidentiels à l'échelle du secteur d'activité devrait ralentir pour s'établir à 4,7 % en 2018 en raison de la hausse des coûts d'emprunt et du resserrement des règles hypothécaires. Les investissements des entreprises se sont maintenus, soutenus par la hausse des prix des produits de base et l'augmentation du taux d'utilisation des capacités dans le secteur industriel. La croissance des prêts aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité devrait ralentir pour se situer à 7,4 % cette année en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'incertitude des relations commerciales nord-américaines. Après avoir lutté pour gagner du terrain en 2017, les exportations devraient s'améliorer cette année en raison d'une expansion économique mondiale plus synchronisée, menée par la Chine et par le renforcement de l'économie européenne. La Banque du Canada a relevé son taux directeur de 75 points de base depuis juillet 2017 et devrait l'augmenter encore de 50 points de base d'ici la fin de l'année 2018. Le dollar canadien s'est affermi par rapport à un dollar américain généralement faible en 2017, profitant de la reprise des prix du pétrole, mais la devise pourrait avoir de la difficulté à progresser davantage jusqu'à ce que le risque de protectionnisme commercial s'atténue. L'économie canadienne est confrontée à des risques externes liés au sort de l'Accord de libre-échange nord-américain, car sa résiliation ralentirait probablement le PIB réel du Canada jusqu'à un taux cumulatif de 1,0 % sur cinq ans, en supposant que les trois pays adoptent les tarifs douaniers autorisés en vertu des règles de l'Organisation mondiale du commerce. D'autres risques comprennent des turbulences potentielles sur les marchés mondiaux en raison des tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord.

Bénéficiaire de conditions financières favorables, l'économie américaine a pris de l'élan, affichant une vigueur dans tous les principaux secteurs de dépenses. Après avoir enregistré une croissance de 2,3 % en 2017, le PIB réel devrait progresser de 2,8 % en 2018 dans un contexte de politiques fiscales expansionnistes. On s'attend à ce que l'emploi demeure sain, ce qui ramènera le taux de chômage à son plus bas niveau en un demi-siècle, soit 3,5 %, en 2019. Les dépenses de consommation devraient croître de près de 3,0 % cette année, soutenues par une baisse de l'impôt des particuliers et par un effet de richesse positif attribuable à la hausse des prix des maisons. Ceci devrait favoriser une croissance du crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité de 4,0 %. La faiblesse des taux hypothécaires et l'assouplissement des conditions d'octroi de prêts devraient soutenir l'activité sur le marché du logement, ce qui permettra de maintenir les ventes et les mises en chantier près des sommets des dix dernières années. La croissance des prêts hypothécaires résidentiels devrait augmenter de 5,4 % cette année. Les dépenses des entreprises à l'échelle du secteur d'activité devraient demeurer vigoureuses, soutenues par une baisse de l'impôt des sociétés et des incitatifs accrus pour investir et rapatrier les bénéfices étrangers. Le crédit aux entreprises devrait augmenter de 6,9 % en 2018. Les taux d'intérêt devraient continuer à augmenter modérément, la Réserve fédérale s'attendant à relever son principal taux directeur de 100 points de base supplémentaires cette année. Après s'être déprécié à son plus bas niveau depuis trois ans, le dollar américain pondéré en fonction des échanges devrait continuer de s'affaiblir en raison du resserrement des politiques monétaires à l'étranger et de l'augmentation des déficits commerciaux et budgétaires au pays. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques des États-Unis sont liés à d'éventuelles mesures commerciales protectionnistes et à des tensions géopolitiques accrues.

La croissance économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait s'accroître, passant d'environ 1,4 % en 2017 à 2,0 % en 2018 en raison de l'augmentation de la production manufacturière et automobile. Toutefois, la croissance devrait accuser un retard par rapport au taux national en raison du ralentissement de l'expansion démographique et de la modération des dépenses budgétaires dans l'Illinois en raison de contraintes budgétaires.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les équivalents en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis qui sont libellés en dollars américains ont fléchi en regard du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2017 à cause de la moins-value du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion du capital du Rapport de gestion annuel pour 2017 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2018	
	c. T1-2017	c. T4-2017
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,2575	1,2575
Période antérieure	1,3288	1,2621
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis		
Diminution des revenus nets d'intérêts	(54)	(3)
Diminution des revenus autres que d'intérêts	(40)	(3)
Diminution des revenus	(94)	(6)
Diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances	2	-
Diminution des charges	70	5
Diminution des impôts sur le résultat	5	-
Diminution du bénéfice net comptable	(17)	(1)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	(0,03)	-
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis		
Diminution des revenus nets d'intérêts	(54)	(3)
Diminution des revenus autres que d'intérêts	(40)	(3)
Diminution des revenus	(94)	(6)
Diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances	3	-
Diminution des charges	67	5
Diminution des impôts sur le résultat	6	-
Diminution du bénéfice net ajusté	(18)	(1)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	(0,03)	-

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net s'est chiffré à 973 millions de dollars au premier trimestre de 2018, en baisse de 515 millions, ou de 35 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 1 422 millions de dollars au premier trimestre de 2018, reculant de 108 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Le BPA, établi à 1,43 \$, a baissé de 0,79 \$, ou de 36 %, et le BPA ajusté, établi à 2,12 \$, a reculé de 0,16 \$, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie qui découle de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis de 425 millions de dollars pour le trimestre à l'étude et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient un profit net de 133 millions de dollars attribuable à un profit réalisé sur la vente de Moneris US et à une perte subie sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis, ce qui a eu une incidence négative d'environ 9 % sur la croissance du bénéfice net comptable et du bénéfice net ajusté, et de 0,20 \$ sur le bénéfice par action. Le repli du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 1 % sur la croissance du bénéfice net comptable et du bénéfice net ajusté. Les chiffres de l'exercice précédent rendaient également compte des excellents résultats de Marchés des capitaux et des activités d'assurance.

Les résultats reflètent une bonne croissance interne de PE Canada, de PE États-Unis et des activités traditionnelles de gestion de patrimoine. Les résultats ont fléchi pour BMO Marchés des capitaux et pour les activités d'assurance comparativement à la vigoureuse performance enregistrée au cours de l'exercice précédent, et les résultats des Services d'entreprise ont également affiché une baisse, ce qui reflète la charge de réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis au cours du trimestre écoulé.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

Le bénéfice net a reculé de 254 millions de dollars, ou de 21 %, par rapport au trimestre précédent et, le bénéfice net ajusté s'est renforcé de 113 millions, ou de 9 %, par rapport au trimestre précédent. Le BPA a reculé de 0,38 \$, ou de 21 %, et le BPA ajusté a progressé de 0,18 \$, ou de 9 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie qui découle de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis de 425 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, d'une charge de restructuration de 41 millions au cours du trimestre précédent ainsi que de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Le bénéfice net inscrit au trimestre précédent tenait compte d'un montant élevé de sinistres liés à la réassurance, soit 112 millions de dollars. Le trimestre à l'étude reflète une hausse des charges en raison de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Les résultats de PE Canada et de PE États-Unis se sont améliorés. L'amélioration des résultats de la Gestion du patrimoine reflète le montant élevé de sinistres liés à la réassurance au cours du trimestre précédent. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont affaiblis en raison de la baisse des revenus de Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et de la hausse des frais liés au personnel. Les résultats des Services d'entreprise ont fléchi, reflétant la charge de réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis au cours du trimestre à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

Les revenus ont augmenté de 273 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et se sont situés à 5 678 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus, établis à 5 317 millions, ont baissé de 84 millions, ou de 2 %, ou sont demeurés relativement inchangés compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Les revenus nets comprennent le profit net de l'exercice précédent dont il a été fait mention ci-dessus. Les revenus de PE États-Unis ont progressé en raison partiellement d'une perte sur une vente de prêts au cours de l'exercice précédent et les revenus de la Gestion de patrimoine ont augmenté. Les revenus des Services d'entreprise ont augmenté légèrement. Les revenus de PE Canada ont reculé du fait du profit sur la vente au cours de l'exercice précédent et les revenus de Marchés des capitaux ont baissé également, comparativement à l'excellente performance au chapitre des revenus enregistrée au cours de l'exercice précédent.

S'établissant à 2 546 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 16 millions, ou de 1 %, soit de 3 %, compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, ce qui provient principalement de l'élargissement des marges sur les dépôts et de la hausse du volume des prêts des Services bancaires PE, facteur en partie atténué par les activités de négociation. L'actif productif moyen s'est situé à 656,0 milliards de dollars, s'étant accru de 8,4 milliards, ou de 1 %, soit de 21,7 milliards, ou de 3 %, compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, en raison de la hausse des valeurs mobilières et des prêts. En regard d'il y a un an, la marge nette d'intérêts globale de BMO, établie à 1,54 %, s'est contractée de 1 point de base, ce qui est essentiellement imputable au recul des revenus de négociation, en partie neutralisé par les marges plus élevées dégagées par les Services bancaires PE. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts a progressé de 7 points de base sur un an, pour se situer à 1,92 %, alimentée par les marges plus élevées sur les dépôts et les marges plus élevées qu'ont dégagées les prêts de PE Canada.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 2 771 millions de dollars, a affiché une baisse de 100 millions, ou de 3 %, soit de 2 %, compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, étant donné que le profit net de l'exercice précédent et la baisse des revenus d'assurance ont plus que compensé la hausse enregistrée dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 311 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, et ce, en grande partie du fait des baisses modérées des taux d'intérêt à long terme qui ont accru la juste valeur des placements d'assurance pour le trimestre à l'étude, comparativement à des hausses des taux d'intérêt à long terme qui avaient diminué la juste valeur des placements d'assurance un an plus tôt, de la croissance des activités sous-jacentes et de la hausse des ventes de rentes. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), tel qu'il est indiqué à la page 10. Nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

Les revenus ont progressé de 23 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets se sont accrus de 235 millions, ou de 5 %, reflétant le montant élevé de sinistres liés à la réassurance au cours du trimestre précédent et la croissance des activités. Les revenus nets de PE Canada, de PE États-Unis, de la Gestion du patrimoine et des Services d'entreprise ont augmenté. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont fléchi en raison de la baisse des activités liées à la prise ferme de titres de capitaux propres et de titres d'emprunt.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 2 546 millions de dollars, ont augmenté de 11 millions par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la croissance des dépôts et des prêts des Services bancaires PE. L'actif productif moyen a progressé de 13,4 milliards de dollars, ou de 2 %, du fait principalement de la croissance des titres. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est rétrécie de 3 points de base en raison principalement du recul des revenus de négociation. La marge nette d'intérêts (compte non tenu des activités de négociation) s'est élargie de 1 point de base par rapport au trimestre précédent pour se situer à 1,92 %, du fait principalement de l'élargissement des marges de BMO Marchés des capitaux.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a augmenté de 224 millions de dollars, ou de 9 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus de négociation et du montant élevé de sinistres liés à la réassurance au cours du trimestre précédent.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 122 millions de dollars en regard du trimestre précédent en raison principalement des baisses plus prononcées des taux d'intérêt à long terme et des hausses plus prononcées des marchés boursiers au trimestre précédent qui ont fait croître la juste valeur des placements d'assurance au trimestre précédent, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'accroissement des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude. Le repli des revenus d'assurance a été contrebalancé en grande partie par la diminution des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 10.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux aux termes de l'IFRS 9 est conforme à la dotation aux provisions spécifiques aux termes de l'IAS 39 des exercices précédents. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs remplace la dotation à la provision générale aux termes de l'IAS 39. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 141 millions de dollars, en baisse de 26 millions sur un an. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 174 millions, a augmenté de 7 millions, ce qui reflète une hausse des dotations de PE États-Unis et une baisse des recouvrements de BMO Marchés des capitaux, en partie compensées par une baisse des dotations de PE Canada. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 33 millions de dollars, principalement de PE États-Unis, l'amélioration des perspectives macroéconomiques ayant entraîné une baisse des pertes sur créances futures attendues. Au Canada, les perspectives macroéconomiques ont été relativement stables.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 61 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 28 millions en raison principalement de la diminution des dotations de PE Canada, en partie annulée par l'augmentation des recouvrements de PE États-Unis au cours du trimestre à l'étude. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 33 millions de dollars a été inscrit au cours du trimestre considéré, comme il en a été fait mention ci-dessus.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation 1)

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T1 2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	97	77	174	1	(1)	-	174
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	4	(30)	(26)	(2)	(4)	(1)	(33)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	101	47	148	(1)	(5)	(1)	141
T4 2017							
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	130	64	194	-	4	4	202
T1 2017							
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	113	59	172	2	(4)	(3)	167
					T1-2018	T4-2017	T1-2017
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)					0,15	0,22	0,18
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)					0,19	0,22	0,18

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 149 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en baisse par rapport à 2 247 millions il y a un an, en raison surtout de la baisse des prêts douteux du secteur pétrolier et gazier de BMO Marchés des capitaux et de l'incidence du repli du dollar américain, facteurs en partie atténués par l'augmentation constatée par PE Canada et par PE États-Unis. Le SBPD a fléchi en regard de celui de 2 220 millions de dollars constaté au quatrième trimestre de 2017, en raison de la baisse du SBPD de BMO Marchés des capitaux et de l'incidence de la moins-value du dollar américain, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation constatée par PE Canada et par PE États-Unis.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 535 millions de dollars, en hausse par rapport à 527 millions au quatrième trimestre de 2017 et 509 millions un an plus tôt.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2018	T4-2017	T1-2017
SBPD à l'ouverture de la période	2 220	2 154	2 383
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	535	527	509
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(176)	(135)	(153)
Remboursements, montant net	(244)	(183)	(297)
Montants sortis du bilan	(123)	(147)	(147)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	-	(45)	(1)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(63)	49	(47)
SBPD à la clôture de la période	2 149	2 220	2 247
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,57	0,59	0,61

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 361 millions de dollars au premier trimestre de 2018, en hausse de 357 millions comparativement à 4 millions au premier trimestre de 2017, en raison de la baisse modérée des taux d'intérêt à long terme qui a fait croître la juste valeur des passifs au titre des indemnités en regard de la hausse des taux d'intérêt à long terme qui avait entraîné la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours de l'exercice précédent, de la progression des ventes de rentes et de l'incidence de la croissance des activités sous-jacentes. Les SCVPI ont diminué de 212 millions de dollars comparativement à 573 millions au quatrième trimestre de 2017, en raison principalement des baisses plus prononcées des taux d'intérêt à long terme et des hausses plus prononcées des marchés boursiers au trimestre précédent qui ont fait croître la juste valeur des passifs au titre des indemnités et du montant élevé des sinistres lié à la réassurance au trimestre précédent, facteurs en partie compensés par la progression des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités et aux ventes de rentes ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables, établies à 3 441 millions de dollars, ont augmenté de 56 millions, ou de 2 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 3 409 millions de dollars, ont augmenté de 83 millions, ou de 2 %, soit 5 %, compte non tenu du repli du dollar américain, l'augmentation des frais liés à la technologie ayant été le principal facteur responsable de la hausse, ainsi que les hausses dans d'autres catégories de charges. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 66 millions de dollars, ou de 2 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 151 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017, en raison principalement de la hausse des frais liés au personnel, y compris la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice et la hausse saisonnière des avantages du personnel, facteurs en partie compensés par la baisse des honoraires ainsi que des frais de déplacement et d'expansion des affaires. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration au cours du trimestre précédent, ni des éléments d'ajustement susmentionnés.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -3,3 % d'un exercice à l'autre et le levier d'exploitation ajusté s'est situé à -4,1 % d'un exercice à l'autre. Le profit net de l'exercice précédent a eu une incidence négative d'environ 2,5 % tant sur le levier d'exploitation comptable que sur le levier d'exploitation ajusté.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 60,6 %, contre 62,6 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 64,7 %, comparativement à 62,7 %. Après ajustement, le ratio d'efficacité s'est établi à 60,0 %, contre 61,5 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 64,1 %, comparativement à 61,6 %. Le profit net de l'exercice précédent a contribué à hauteur d'environ 1,5 % à la hausse des ratios d'efficacité nets comptable et ajusté comparativement à l'exercice précédent.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

Le bénéfice net comptable du trimestre considéré tient compte d'une charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis. Cette charge ponctuelle hors trésorerie au titre de la baisse du taux d'impôt fédéral américain a été comptabilisée dans les impôts sur le résultat. À l'avenir, la baisse du taux d'impôt sur le bénéfice futur de BMO aux États-Unis devrait se traduire par un avantage. Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur l'incidence de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 27.

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 401 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2017 et de 484 millions en regard du quatrième trimestre de 2017, pour s'établir à 762 millions. La hausse du taux d'impôt comptable pour le trimestre à l'étude par rapport à celui du premier et du quatrième trimestre de 2017 est attribuable à la charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis. Le taux d'impôt effectif a été de 43,9 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,5 % un an plus tôt et 18,5 % au quatrième trimestre de 2017. Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 345 millions de dollars, en baisse de 33 millions par rapport à il y a un an et en hausse de 32 millions comparativement au quatrième trimestre de 2017. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 19,5 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,8 % un an plus tôt et 19,3 % au quatrième trimestre de 2017.

Sur une bic, le taux d'impôt effectif comptable du trimestre s'est établi à 47,6 %, comparativement à 24,3 % pour la période correspondante de 2017 et à 27,1 % au quatrième trimestre de 2017. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est situé à 24,7 %, comparativement à 24,4 % pour la période correspondante de 2017 et à 27,2 % au quatrième trimestre de 2017.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2018

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,1 % au 31 janvier 2018.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a baissé comparativement à 11,4 % à la fin du quatrième trimestre étant donné que la croissance des résultats non distribués a été plus que compensée par la croissance des activités et le rachat d'actions au cours du trimestre. L'incidence de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis a donné lieu à une baisse d'environ 17 points de base du ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. Les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie annulées, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Au 31 janvier 2018, les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 30,2 milliards de dollars, en baisse comparativement à 30,6 milliards au 31 octobre 2017, ce qui a découlé principalement des conséquences que les fluctuations des cours de change ont eues sur le cumul des autres éléments du résultat global, de l'incidence sur les fonds propres de la diminution du taux d'impôt fédéral américain et des rachats d'actions au cours du trimestre, facteurs en partie atténués par le bénéfice.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 270,6 milliards de dollars au 31 janvier 2018, en hausse par rapport à 269,5 milliards au 31 octobre 2017, en raison principalement de la croissance des activités, qui a été essentiellement compensée par l'incidence des variations des cours de change.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,8 % et à 15,2 % au 31 janvier 2018, comparativement à 13,0 % et à 15,1 %, respectivement, au 31 octobre 2017. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 avait baissé par rapport au 31 octobre 2017 en raison surtout de la diminution des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, tel qu'il est indiqué ci-dessus. Le total du ratio des fonds propres a augmenté en raison de l'émission de billets subordonnés, en partie compensée par la baisse des fonds propres de catégorie 1.

Au 31 janvier 2018, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,3 %, en baisse par rapport à 4,4 % au 31 octobre 2017, en raison de la diminution des fonds propres de catégorie 1 et de l'augmentation des positions de levier résultant de l'essor des activités.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. L'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut contrer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au premier trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur de ses portefeuilles et sur son rendement des capitaux propres.

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, a eu des répercussions sur notre capital déclaré en raison de l'ajustement comptabilisé dans les résultats non distribués à l'adoption de la norme, bien que cette incidence n'a pas été importante. L'incidence de cette norme est décrite en détail à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En janvier 2018, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié sa révision de l'approche utilisée pour calculer le plancher de fonds propres. Les modifications apportées, qui entreront en vigueur au deuxième trimestre de 2018, comprennent l'élimination du plancher de fonds propres selon Bâle I et la transition vers l'approche standard de Bâle II ainsi qu'une réduction du coefficient de rajustement du plancher, qui passera à 70 % au deuxième trimestre, à 72,5 % au troisième trimestre et à 75 % à partir du quatrième trimestre. La mise en œuvre du plancher de fonds propres selon Bâle I a entraîné une baisse de notre ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires d'environ 45 points de base au 31 janvier 2018.

En décembre 2017, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié la version finale des réformes de Bâle III qui doivent être mises en œuvre le 1^{er} janvier 2022. La version révisée comprend des approches standard visant le risque de crédit et le risque opérationnel ainsi que l'application d'un plancher de fonds propres pour les actifs pondérés en fonction des risques, qui passera graduellement de 50 % en 2022 à 72,5 % en 2027. Le BSIF a indiqué que la période de mise en œuvre pourrait être plus courte que le délai de 10 ans proposé par le CBCB. Par ailleurs, le BSIF peut fixer le plancher de fonds propres initial à un niveau supérieur aux 50 % proposés par le CBCB. Une consultation publique sur la mise en œuvre à l'échelle nationale est prévue au printemps 2018.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 99 à 105, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 109 à 111 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Fonds propres réglementaires (selon la formule « tout compris »)

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice sur les normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le CBCB. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, à la page 69 du Rapport annuel pour 2017.

Les exigences complètes et les exigences du BSIF en matière de fonds propres (selon la formule « tout compris ») sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires 1)	Ratio des fonds propres de catégorie 1	Ratio du total des fonds propres	Ratio de levier
Exigences de fonds propres minimales	4,5	6,0	8,0	3,0
Plus : coussin de conservation des fonds propres comprenant le supplément en actions ordinaires applicable aux BISN 1)	3,5	3,5	3,5	s. o.
Exigences du BSIF 2)	8,0	9,5	11,5	3,0

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît du coussin de conservation des fonds propres, qui est de 3,5 % et qui peut absorber les pertes en situation de crise. Pour BMO, le coussin de conservation des fonds propres comprend le supplément en actions ordinaires de 1 % applicable aux BISN. Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de ce coussin augmenté, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites du coussin.

2) Les exigences du BSIF sont les exigences publiées en matière de fonds propres, auxquelles les BISN doivent se conformer en 2018, pour éviter d'être assujetties aux restrictions relatives aux distributions discrétionnaires à même le résultat.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	38 588	40 114	38 617
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(8 423)	(9 481)	(9 785)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	30 165	30 633	28 832
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	4 690	4 690	4 290
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(252)	(215)	(215)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	4 438	4 475	4 075
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	34 603	35 108	32 907
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	6 736	5 538	5 513
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(129)	(50)	(52)
Fonds propres de catégorie 2	6 607	5 488	5 461
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	41 210	40 596	38 368

Actifs pondérés en fonction des risques 5) 6)

Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	270 577	269 466	260 795
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	270 577	269 466	261 075
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	270 577	269 466	261 299

Ratios des fonds propres (%)

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,1	11,4	11,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,8	13,0	12,6
Ratio du total des fonds propres	15,2	15,1	14,7

1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.

2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 72 %, de 77 % et de 81 %, respectivement, en 2017 et de 80 %, 83 % et 86 % respectivement en 2018.

6) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF. L'approche standard révisée selon Bâle II pour calculer le plancher de fonds propres du BSIF entrera en vigueur au deuxième trimestre de 2018.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 31 janvier 2018	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	645,5
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
Série 40	500 \$
Série 42	400 \$
Billets à moyen terme	
Série H – tranche 1 1)	1 000 \$
Série H – tranche 2 1)	1 000 \$
Série I – tranche 1 1)	1 250 \$
Série I – tranche 2 1)	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % 2)	1 250 \$ US
Options sur actions	
Droits acquis	4,9
Droits non acquis	2,4

1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 et tranche 2 et sur les billets à moyen terme, série I, tranche 1 et tranche 2 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 171 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

2) Des détails sur les billets subordonnés à 3,803 % sont présentés à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 172 du Rapport annuel pour 2017 de BMO, traitent en détail du capital social.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Avec prise d'effet le 22 février 2018, nous avons modifié notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin d'augmenter le nombre d'actions ordinaires que la Banque peut racheter à des fins d'annulation, pour le faire passer de 15 millions à 22 millions d'actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous avons racheté et annulé 3 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités à un coût moyen de 98,09 \$ par action, pour un total d'environ 294 millions de dollars. Toutes les actions ont été rachetées en vertu d'un programme spécifique de rachat d'actions et ces rachats ont été effectués auprès d'un vendeur indépendant, dans des conditions normales de concurrence et à un prix reflétant un escompte par rapport au cours du marché de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) au moment des rachats.

Le 27 février 2018, BMO a annoncé son intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la TSX de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 20 millions de ses actions ordinaires à compter du 30 mai 2018 ou vers cette date. Une fois les approbations obtenues, le programme de rachat d'actions permettra à BMO de racheter ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Durant le trimestre, 711 927 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 12 décembre 2017, nous avons procédé à un appel public à l'épargne aux États-Unis visant 1,25 milliard de dollars américains de billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032 par voie de notre programme de billets à moyen terme américains.

Dividendes

Le 27 février 2018, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 0,93 \$ par action, soit le même montant qu'au trimestre précédent et 6 % de plus qu'il y a un an. Le dividende doit être versé le 28 mai 2018 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mai 2018. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2018.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Depuis le premier trimestre de 2018, les ventilations de certains revenus des Services d'entreprise aux groupes d'exploitation ont été actualisées afin de refléter les activités commerciales sous-jacentes. Les résultats des périodes antérieures et les ratios se rapportant à ces périodes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les reclassements supplémentaires suivants ont été faits depuis le premier trimestre de 2018. Les pertes sur les prêts liées à certains coûts occasionnés par des activités frauduleuses ont été reclassées depuis la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les charges autres que d'intérêts de PE Canada et PE États-Unis. Certains frais ont été reclassés depuis les frais de service liés aux dépôts et aux ordres de paiement dans les frais de services de cartes des revenus autres que d'intérêts de PE Canada. De plus, les soldes des garanties en trésorerie ont été reclassés depuis les prêts et dépôts dans les autres actifs et autres passifs de BMO Marchés des capitaux. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 9, nous répartissons la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs et les provisions correspondantes entre les groupes d'exploitation. Au cours de l'exercice 2017 et au cours des exercices antérieurs, la dotation à la provision générale et la provision générale étaient attribuées aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 283	2 263	2 198
Revenus autres que d'intérêts	833	787	904
Total des revenus (bic)	3 116	3 050	3 102
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	174	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(26)	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	148	194	172
Charges autres que d'intérêts	1 687	1 642	1 644
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 281	1 214	1 286
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	324	320	293
Bénéfice net comptable	957	894	993
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	11	12	13
Bénéfice net ajusté	968	906	1 006
Croissance du bénéfice net (%)	(3,6)	2,8	27,9
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(3,6)	2,6	27,2
Croissance des revenus (%)	0,5	1,9	8,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,6	0,7	1,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,7	0,8	1,7
Rendement des capitaux propres (%)	18,5	17,1	18,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	18,7	17,3	18,3
Levier d'exploitation (%) (bic)	(2,1)	1,2	6,9
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	(2,2)	1,1	6,8
Ratio d'efficacité (%) (bic)	54,2	53,9	53,0
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	53,7	53,3	52,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,94	2,94	2,87
Actif productif moyen	307 810	305 841	303 279
Solde moyen brut des prêts et acceptations	311 731	309 413	304 332
Solde moyen net des prêts et acceptations	310 353	309 280	304 151
Solde moyen des dépôts	242 525	236 309	239 326

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les montants avant impôts de 15 millions de dollars au premier trimestre de 2018, de 16 millions au quatrième trimestre de 2017 et de 17 millions au premier trimestre de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net des Services bancaires PE s'est situé à 957 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 968 millions, ce qui, dans les deux cas, constitue une baisse de 4 % en regard de l'exercice précédent, ou de 2 %, exclusion faite de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, qui est attribuable à un profit net réalisé un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Revenus nets d'intérêts	1 380	1 369	1 303
Revenus autres que d'intérêts	553	515	676
Total des revenus	1 933	1 884	1 979
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	97	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	4	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	101	130	113
Charges autres que d'intérêts	966	917	905
Bénéfice avant impôts sur le résultat	866	837	961
Charge d'impôts sur le résultat	219	213	217
Bénéfice net comptable	647	624	744
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	1	1
Bénéfice net ajusté	647	625	745
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 276	1 227	1 172
Revenus des services bancaires aux entreprises	657	657	807
Croissance du bénéfice net (%)	(12,8)	5,3	39,4
Croissance des revenus (%)	(2,3)	4,3	14,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	6,7	2,9	2,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	6,7	2,9	2,4
Levier d'exploitation (%)	(9,0)	1,4	12,0
Levier d'exploitation ajusté (%)	(9,0)	1,4	12,0
Ratio d'efficacité (%)	50,0	48,7	45,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,60	2,59	2,51
Actif productif moyen	210 867	210 110	205 676
Solde moyen brut des prêts et acceptations	220 190	219 114	212 849
Solde moyen net des prêts et acceptations	219 347	218 909	212 692
Solde moyen des dépôts	157 552	154 335	150 136

- 1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.
- 2) Les montants avant impôts de néant au premier trimestre de 2018 et au quatrième trimestre de 2017 et de 1 million de dollars au premier trimestre de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE Canada ont tous deux atteint 647 millions de dollars, ce qui signale une baisse de 13 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait un profit après impôts de 168 millions (profit avant impôts de 187 millions) à la vente de Moneris US, ce qui a réduit d'environ 25 % la croissance du bénéfice net comptable et d'environ 10 % la croissance des revenus pour le trimestre considéré. Le montant des revenus s'est établi à 1 933 millions de dollars, ayant fléchi de 46 millions, ou de 2 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce au profit à la vente de Moneris US, lequel a été atténué par la hausse des revenus autres que d'intérêts, y compris le profit lié à la restructuration d'Interac Corporation, à la progression des soldes de la plupart des produits et de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts a été de 2,60 %, pour une hausse de 9 points de base en raison de l'amélioration des marges et d'un changement dans la combinaison de produits, incluant le fait que les dépôts ont augmenté plus rapidement que les prêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont accrus de 104 millions de dollars, ou de 9 %, en raison de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts, y compris le profit lié à la restructuration d'Interac Corporation, de l'amélioration de la marge nette d'intérêts et de l'augmentation des soldes de la plupart des produits.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont reculé de 150 millions de dollars, ou de 19 %, en raison du profit à la vente de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par un amoindrissement de la croissance des revenus d'environ 25 %. Ce recul a été contrebalancé en partie par la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 12 millions de dollars, pour s'établir à 101 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 16 millions de dollars, pour s'établir à 97 millions, ce qui a découlé de la baisse des dotations à la provision relatives aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a augmenté de 4 millions de dollars au cours du trimestre considéré. Atteignant 966 millions, les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 61 millions, ou de 7 %, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, à savoir l'accroissement des investissements dans les technologies et les réserves réglementaires, au cours du trimestre considéré.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 7,3 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport à il y a un an, et s'est chiffré à 220,2 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, s'est renforcé de 2 %, résultat auquel on s'attendait, en raison des choix de participation prévus, et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 8 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 7,4 milliards, ou de 5 %, et s'est chiffré à 157,6 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont affiché une hausse de 4 %, ce qui inclut une croissance de 10 % des soldes de comptes de chèques, et les soldes des dépôts des entreprises se sont améliorés de 7 %.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont tous deux accrus de 4 % en regard du trimestre précédent. Les revenus se sont renforcés de 49 millions de dollars, ou de 3 %, en raison surtout du profit lié à la restructuration d'Interac Corporation et de la hausse des soldes de la plupart des produits, ce qui a été annulé dans une certaine mesure par l'incidence de la hausse des recouvrements d'intérêts au cours du trimestre précédent. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,60 %, ayant augmenté de 1 point de base.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers ont progressé de 49 millions de dollars, en raison de la hausse des revenus autres que d'intérêts, notamment le profit, et de l'augmentation des soldes de la plupart des produits. Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises sont demeurés les mêmes à 657 millions de dollars.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 29 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 33 millions de dollars en raison de la baisse des dotations relatives aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a augmenté de 4 millions de dollars au cours du trimestre considéré. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 49 millions, ou de 5 %, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, à savoir l'accroissement des investissements dans les technologies, ainsi que les réserves réglementaires et la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 1,1 milliard de dollars et le solde moyen des dépôts a progressé de 3,2 milliards, ou de 2 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	718	708	673
Revenus autres que d'intérêts	223	216	172
Total des revenus (bic)	941	924	845
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	62	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(25)	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	37	52	44
Charges autres que d'intérêts	573	574	556
Bénéfice avant impôts sur le résultat	331	298	245
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	84	84	57
Bénéfice net comptable	247	214	188
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	9	9	9
Bénéfice net ajusté	256	223	197
Croissance du bénéfice net (%)	31,4	1,9	6,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	29,8	1,6	6,0
Croissance des revenus (%)	11,3	2,8	3,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,0	2,6	4,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	3,2	2,8	4,5
Levier d'exploitation (%) (bic)	8,3	0,2	(1,3)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	8,1	-	(1,5)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	60,9	62,2	65,8
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	59,7	60,9	64,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,70	3,70	3,64
Actif productif moyen	77 101	75 849	73 440
Solde moyen brut des prêts et acceptations	72 804	71 546	68 835
Solde moyen net des prêts et acceptations	72 378	71 603	68 817
Solde moyen des dépôts	67 583	64 952	67 113
(équivalents en millions de dollars canadiens)			
Revenus nets d'intérêts (bic)	903	894	895
Revenus autres que d'intérêts	280	272	228
Total des revenus (bic)	1 183	1 166	1 123
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	77	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(30)	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	47	64	59
Charges autres que d'intérêts	721	725	739
Bénéfice avant impôts sur le résultat	415	377	325
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	105	107	76
Bénéfice net comptable	310	270	249
Bénéfice net ajusté	321	281	261
Croissance du bénéfice net (%)	24,1	(2,7)	2,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	22,6	(3,1)	2,0
Croissance des revenus (%)	5,3	(1,8)	(0,6)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(2,4)	(2,0)	0,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(2,2)	(1,8)	0,9
Actif productif moyen	96 943	95 731	97 603
Solde moyen brut des prêts et acceptations	91 541	90 299	91 483
Solde moyen net des prêts et acceptations	91 006	90 371	91 459
Solde moyen des dépôts	84 973	81 974	89 190

- 1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.
- 2) Les montants avant impôts de 12 millions de dollars américains aux premiers trimestres de 2018 et de 2017 et de 13 millions de dollars américains au quatrième trimestre de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

À 310 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 61 millions, ou de 24 %, et, après ajustement, il a atteint 321 millions, ayant progressé de 60 millions, ou de 23 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

À 247 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 59 millions, ou de 31 %, et, après ajustement, il a atteint 256 millions, ayant progressé de 59 millions, ou de 30 %, sur un an. Les résultats de l'exercice précédent incluent une perte après impôts de 27 millions de dollars (43 millions avant impôts) subie sur la vente de prêts, ce qui a donné lieu à une croissance d'environ 16 % du bénéfice net avant et après ajustement, et à une croissance d'environ 5 % des revenus. À 941 millions, les revenus ont augmenté de 96 millions, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est essentiellement imputable à l'amélioration des revenus générés par les dépôts, à une perte subie sur une vente de prêts au cours de l'exercice précédent et à l'augmentation des volumes de prêts aux entreprises, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 6 points de base, pour s'établir à 3,70 %, à la faveur de l'accroissement des revenus tirés des dépôts attribuable à la hausse des taux d'intérêt, déduction faite de la compression des marges sur les prêts et des changements dans la combinaison des activités.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 37 millions de dollars, ayant diminué de 7 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 62 millions de dollars a augmenté de 18 millions en raison de la hausse des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux entreprises, contrebalancée en partie par la baisse des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux particuliers. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 25 millions de dollars, l'amélioration des perspectives macroéconomiques ayant entraîné une baisse des pertes sur créances futures attendues. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 17 millions, ou de 3 %, pour s'établir à 573 millions, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 561 millions, ce qui représente une hausse de 17 millions, ou de 3 %, du fait principalement de l'accroissement des investissements dans les technologies. L'assouplissement du taux d'impôt résultant de la réforme fiscale américaine a eu un effet bénéfique sur les résultats de l'exercice en cours.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 4,0 milliards de dollars, ou de 6 %, sur un an, pour s'établir à 72,8 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises de 7 % et l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers, ce qui est imputable à l'acquisition d'un portefeuille de prêts hypothécaires de 2,1 milliards au cours du trimestre considéré.

Le solde moyen des dépôts a progressé de 0,5 milliard de dollars, ou de 1 %, sur un an à cause de l'accroissement des volumes des dépôts des particuliers pour tous les produits de dépôt, facteur qui a été annulé dans une certaine mesure par le recul, par ailleurs prévu, des volumes de dépôts des entreprises, les taux d'intérêt ayant augmenté.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont améliorés chacun de 40 millions de dollars, ou de 14 %, en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net avant et après ajustement s'est apprécié de 33 millions de dollars, ou de 15 %. Les revenus ont augmenté de 17 millions, ou de 2 %, en raison surtout de la progression des revenus générés par les dépôts et de la hausse des commissions sur les prêts aux entreprises, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts n'a pas varié en raison du fait que l'augmentation des revenus générés par les dépôts résultant de la hausse des taux d'intérêt a été annulée par des changements dans la combinaison des activités et par la compression des marges sur les prêts qui se poursuit.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 15 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 10 millions en raison de la hausse des recouvrements des prêts aux particuliers au cours du trimestre précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est élevé à 25 millions de dollars au cours du trimestre considéré, en raison surtout de l'amélioration des perspectives économiques. Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, sont demeurées relativement stables comparativement à l'exercice précédent. L'assouplissement du taux d'impôt résultant de la réforme fiscale américaine a eu un effet bénéfique sur les résultats de l'exercice en cours.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est renforcé de 1,3 milliard de dollars, ou de 2 %, ce qui est imputable surtout à l'acquisition d'un portefeuille de prêts hypothécaires. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 2,6 milliards de dollars, ou de 4 %, ce qui est attribuable à l'augmentation des volumes de dépôts des particuliers et des entreprises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Revenus nets d'intérêts	200	194	172
Revenus autres que d'intérêts	1 405	1 490	1 045
Total des revenus	1 605	1 684	1 217
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	361	573	4
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 244	1 111	1 213
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	1	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(2)	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(1)	-	2
Charges autres que d'intérêts	894	841	855
Bénéfice avant impôts sur le résultat	351	270	356
Charge d'impôts sur le résultat	85	95	87
Bénéfice net comptable	266	175	269
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	10	14	15
Bénéfice net ajusté	276	189	284
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	184	192	164
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	194	206	179
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	82	(17)	105
Croissance du bénéfice net (%)	(1,1)	(38,1)	77,8
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(2,9)	(37,9)	58,0
Croissance des revenus (%)	31,9	30,9	(15,6)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	2,5	(8,0)	12,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,6	1,0	(2,5)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,4	2,5	(0,5)
Rendement des capitaux propres (%)	18,3	11,6	17,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	19,0	12,5	18,0
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(2,1)	(9,0)	15,2
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(2,9)	(10,5)	13,2
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	71,9	75,7	70,5
Ratio d'efficacité ajusté (%)	54,9	48,9	68,7
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	70,9	74,1	68,9
Actifs sous gestion	435 504	429 448	401 560
Actifs sous administration 3)	379 664	359 773	463 747
Actif productif moyen	29 650	28 754	27 054
Solde moyen brut des prêts et acceptations	19 065	18 538	17 464
Solde moyen net des prêts et acceptations	19 032	18 533	17 459
Solde moyen des dépôts	34 008	33 281	32 197

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Montants avant impôts de 13 millions de dollars au premier trimestre de 2018, de 18 millions au quatrième trimestre de 2017 et de 19 millions au premier trimestre de 2017.

3) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 266 millions de dollars, contre 269 millions un an plus tôt et, après ajustement, il a atteint 276 millions, comparativement à 284 millions un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. À 184 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 20 millions, ou de 12 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 194 millions, en hausse de 15 millions, ou de 8 %, ce qui est attribuable principalement à l'accroissement des activités et à l'amélioration des marchés boursiers, facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des charges. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 82 millions, contre 105 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement du fait qu'un an plus tôt, il y a eu des variations plus favorables des marchés, ce qui a été contrebalancé par la croissance des activités sous-jacentes.

Les revenus se sont établis à 1 605 millions de dollars, ayant bondi de 388 millions, ou de 32 % sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils ont augmenté de 31 millions, soit de 3 %, pour se situer à 1 244 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 108 millions, ayant progressé de 64 millions, ou de 6 %, en raison surtout de la croissance des activités et de la meilleure tenue des marchés boursiers, facteurs ayant été contrebalancés dans une certaine mesure par l'incidence d'un dessaisissement d'activités secondaires et de la dépréciation du dollar américain. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 136 millions, comparativement à 169 millions un an plus tôt, à cause des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 894 millions de dollars, en hausse de 39 millions, ou de 5 %. Après ajustement, elles ont totalisé 881 millions, ayant augmenté de 45 millions, ou de 5 %, en raison principalement d'une hausse des frais liés au personnel et des investissements dans les technologies, facteurs ayant été atténués par l'incidence de la dépréciation du dollar américain et d'un dessaisissement d'activités secondaires.

À 436 milliards de dollars, les actifs sous gestion se sont accrus de 34 milliards, ou de 8 %, sur un an grâce surtout à l'appréciation des marchés boursiers. À 380 milliards de dollars, les actifs sous administration ont reculé de 84 milliards, ou de 18 %, sur un an à cause essentiellement de l'incidence d'un dessaisissement d'activités secondaires et des fluctuations défavorables des cours de change, lesquels ont été annulés en partie par l'appréciation des marchés boursiers et l'accroissement des actifs des clients. Sur un an, les prêts et les dépôts ont enregistré des hausses respectives de 9 % et de 6 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable s'est inscrit à 266 millions de dollars, comparativement à 175 millions au trimestre précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 276 millions, contre 189 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 184 millions de dollars, en comparaison de 192 millions pour le trimestre précédent, et, après ajustement, il s'est établi à 194 millions, en comparaison de 206 millions pour le trimestre précédent. L'accroissement des activités a été plus que contrebalancé par la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 82 millions, par comparaison à une perte nette de 17 millions au trimestre précédent, en raison surtout des 112 millions de dollars de sinistres liés à la réassurance au trimestre précédent.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 133 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 1 244 millions. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 40 millions de dollars, ou de 4 %, pour s'établir à 1 108 millions, en raison surtout de la croissance des activités et de l'amélioration des marchés boursiers, ce qui a été annulé dans une certaine mesure par l'incidence d'un dessaisissement d'activités secondaires. Les revenus nets d'assurance se sont chiffrés à 136 millions, contre 43 millions pour le trimestre précédent, grâce au facteur précité.

Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 53 millions de dollars, ou de 6 %, pour atteindre 894 millions et, après ajustement, elles ont accusé une hausse de 58 millions, ou de 7 %, pour atteindre 881 millions, en raison surtout de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite et de l'augmentation des charges liées aux revenus, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence d'un dessaisissement d'activités secondaires.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 6 milliards de dollars, ou de 1 %, grâce essentiellement à l'appréciation des marchés. Les actifs sous administration ont progressé de 20 milliards, ou de 6 %, en raison surtout de l'appréciation des marchés, ce qui a été atténué par les fluctuations défavorables des cours de change. D'un trimestre à l'autre, les prêts et les dépôts ont affiché une croissance de 3 % et 2 %, respectivement.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	233	315	336
Revenus autres que d'intérêts	849	800	880
Total des revenus (bic)	1 082	1 115	1 216
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	(1)	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(4)	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(5)	4	(4)
Charges autres que d'intérêts	720	679	722
Bénéfice avant impôts sur le résultat	367	432	498
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	96	116	131
Bénéfice net comptable et bénéfice net ajusté	271	316	367
Revenus du secteur Produits de négociation	650	646	770
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	432	469	446
Croissance du bénéfice net (%)	(26,3)	(18,4)	45,3
Croissance des revenus (%)	(11,0)	(4,8)	20,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(0,3)	2,9	9,3
Rendement des capitaux propres (%)	12,6	15,7	17,3
Lever d'exploitation (%) (bic)	(10,7)	(7,7)	11,1
Ratio d'efficience (%) (bic)	66,5	61,0	59,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,36	0,49	0,50
Actif productif moyen	259 221	257 153	265 096
Actif moyen	295 412	295 097	306 998
Solde moyen brut des prêts et acceptations	45 775	46 831	48 466
Solde moyen net des prêts et acceptations	45 708	46 808	48 430
Solde moyen des dépôts	133 555	138 217	147 683

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont élevés à 271 millions de dollars, en comparaison de 367 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, à cause surtout d'une baisse des revenus du secteur Produits de négociation. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Les revenus se sont établis à 1 082 millions de dollars, ayant régressé de 134 millions, ou de 11 %, soit de 9 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Produits de négociation ont affiché une baisse par rapport aux revenus records qui ont été enregistrés un an plus tôt, du fait surtout de la baisse des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt et des revenus de négociation de contrats sur titres de participation. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont légèrement fléchi à cause d'un ralentissement des activités de banque d'affaires, lequel a été contrebalancé en partie par une hausse des revenus générés par les services bancaires aux sociétés.

Le total des recouvrements nets de pertes sur créances au montant de 5 millions de dollars, a été relativement stable en regard de celui du même trimestre de 2017. Les recouvrements nets de pertes sur créances liées aux prêts douteux se sont élevés à 1 million, en comparaison de 4 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les recouvrements de pertes sur créances liées aux prêts productifs se sont élevés à 4 millions au cours du trimestre considéré. Les charges autres que d'intérêts, lesquelles se sont chiffrées à 720 millions, sont demeurées relativement les mêmes, mais, compte non tenu des répercussions de la moins-value du dollar américain, elles ont augmenté de 2 %.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont élevés à 271 millions de dollars, contre 316 millions pour le trimestre précédent, en raison de la baisse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et de la hausse des frais liés au personnel, notamment la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Les revenus ont diminué de 33 millions de dollars, ou de 3 %, par suite de la baisse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et de la diminution des revenus provenant des activités de prise ferme de titres d'emprunt et de titres de capitaux propres, ce qui a été compensé en partie par la hausse des revenus générés par le secteur Produits de négociation.

Le total des recouvrements nets de pertes sur créances a progressé de 9 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Les recouvrements nets de pertes sur créances liés aux prêts douteux se sont situés à 1 million, alors qu'une dotation à la provision de 4 millions a été inscrite au trimestre précédent. Les recouvrements de pertes sur créances liées aux prêts productifs se sont élevés à 4 millions au cours du trimestre considéré. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 41 millions, ou de 6 %, du fait d'une hausse des frais liés au personnel, notamment la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2018	T4-2017	T1-2017
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(47)	(61)	(59)
Compensation sur une bic des groupes	(123)	(176)	(117)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(170)	(237)	(176)
Revenus autres que d'intérêts	45	43	46
Total des revenus (bic)	(125)	(194)	(130)
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	-	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(1)	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(1)	4	(3)
Charges autres que d'intérêts	140	213	164
Perte avant impôts sur le résultat	(264)	(411)	(291)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	257	(253)	(150)
Perte nette comptable	(521)	(158)	(141)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	3	15	14
Coûts de restructuration 3)	-	41	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 4)	425	-	-
Perte nette ajustée	(93)	(102)	(127)

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Charge de restructuration avant impôts de 59 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, alors que nous continuons d'accélérer le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et de veiller à réaliser des efficacités opérationnelles. Les coûts de restructuration ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 27.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, la commercialisation, l'innovation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'approvisionnement.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires PE, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, certains coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration ainsi qu'une charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2017

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 521 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 141 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 93 millions pour le trimestre, contre 127 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie imputable au fait que la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis s'est élevée à 425 millions de dollars pour le trimestre considéré, ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout des impôts qui ont été exceptionnellement élevés au cours de l'exercice précédent, ainsi que de la hausse des revenus non établis sur une bic et de la réduction des charges au cours du trimestre considéré. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause de la réévaluation de la charge liée aux actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours du trimestre à l'étude, ce qui a été neutralisé en partie par les facteurs précités.

Comparaison du premier trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 521 millions de dollars pour le trimestre considéré, contre 158 millions pour le trimestre précédent. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est établie à 93 millions, en regard de 102 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de la charge ponctuelle hors trésorerie imputable au fait que nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis ont été réévalués pour se fixer à 425 millions de dollars pour le trimestre considéré et d'une charge de restructuration après impôts de 41 millions au trimestre précédent, ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions pour les deux périodes. Les résultats ajustés ont progressé de 9 millions de dollars en raison surtout de l'augmentation des revenus non établis sur une bic, ce qui a été contrebalancé en partie par une majoration des charges. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause de la réévaluation de la charge liée aux actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours du trimestre à l'étude, ce qui a été compensé en partie par la charge de restructuration comptabilisée au trimestre précédent et l'incidence nette des facteurs indiqués ci-dessus.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016
Revenus	5 678	5 655	5 459	5 741	5 405	5 278	5 633	5 101
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	361	573	253	708	4	79	691	407
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 317	5 082	5 206	5 033	5 401	5 199	4 942	4 694
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	174	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(33)	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	141	202	126	251	167	167	247	189
Charges autres que d'intérêts	3 441	3 375	3 286	3 284	3 385	3 330	3 102	3 324
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 735	1 505	1 794	1 498	1 849	1 702	1 593	1 181
Charge d'impôts sur le résultat	762	278	407	250	361	357	348	208
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	973	1 227	1 387	1 248	1 488	1 345	1 245	973
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	3	15	13	13	14	21	19	16
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	21	26	28	34	28	29	31	31
Coûts de restructuration 4)	-	41	-	-	-	-	-	132
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)	-	-	(54)	-	-	-	-	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 6)	425	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 422	1 309	1 374	1 295	1 530	1 395	1 295	1 152
Bénéfice de base par action (\$)	1,43	1,82	2,05	1,85	2,23	2,03	1,87	1,46
Bénéfice dilué par action (\$)	1,43	1,81	2,05	1,84	2,22	2,02	1,86	1,45
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,12	1,94	2,03	1,92	2,28	2,10	1,94	1,73

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 26, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.

4) Les charges de restructuration avant impôts comprises dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise se sont élevées à 59 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et à 188 millions au deuxième trimestre de 2016.

5) La dotation à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances, après ajustement, des Services d'entreprise ne tient pas compte des ajustements du montant de 76 millions de dollars avant impôts de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017.

6) Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 27.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 62 et 63 de son Rapport annuel pour 2017.

Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de 2016 et le premier trimestre de 2018.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats comptables et ajustés tiennent compte d'un montant élevé de sinistres liés aux activités de réassurance au quatrième trimestre de 2017, d'un profit réalisé à la vente de Moneris US, déduction faite d'une perte sur la vente de prêts au cours du premier trimestre de 2017 et d'une réduction de valeur d'un placement au deuxième trimestre, déduction faite d'un profit à la vente subséquente au cours du quatrième trimestre de 2016. Les résultats comptables reflètent la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours du trimestre à l'étude, ainsi que les charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2017 et au deuxième trimestre de 2016 et la diminution de la provision générale au troisième trimestre de 2017.

Sur sept des huit derniers trimestres, le bénéfice net de PE Canada a affiché une saine croissance sur un an, ce qui reflète l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. La croissance enregistrée par PE États-Unis reflétait en grande partie l'augmentation des revenus tirés des dépôts stimulée par la hausse des taux d'intérêt et l'amélioration progressive des volumes de prêts. Les résultats de la Gestion de patrimoine au premier trimestre de 2018 témoignent de l'accroissement des activités et de l'amélioration des marchés boursiers du Canada et des États-Unis, facteurs ayant été annulés en partie par une hausse des charges. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, et ce, essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres provenant des activités de réassurance ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles. Le rendement de BMO Marchés des capitaux a été bon tout au long des exercices 2016 et 2017, en dépit des répercussions qu'ont entraînées les modifications apportées à la législation fiscale qui sont entrées en vigueur au milieu de l'exercice 2017 pour certains clients de notre segment des actions. Les résultats de BMO Marchés des capitaux du premier trimestre de 2018 ont également été touchés par le ralentissement des activités de prise ferme de titres d'emprunt et de titres de capitaux propres. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. La dotation

à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux aux termes de l'IFRS 9 est conforme à la dotation aux provisions spécifiques aux termes de l'IAS 39 des exercices précédents. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a remplacé la dotation à la provision générale aux termes de l'IAS 39. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique le calcul de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Exprimée en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de BMO a été relativement stable malgré une certaine fluctuation d'un trimestre à l'autre. En raison de la nature prospective de l'IFRS 9, nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de la Banque varie davantage.

La hausse du taux d'impôt comptable appliqué aux résultats du trimestre considéré est attribuable à une charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis par suite d'une diminution du taux d'impôt fédéral des États-Unis. Le taux d'impôt effectif peut varier, car il dépend des changements apportés à la législation fiscale, du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des ajustements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures, de la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 31 janvier 2018, le total des actifs atteignait 727,9 milliards de dollars, ayant augmenté de 18,3 milliards en regard du 31 octobre 2017. Le repli du dollar américain a conduit à une diminution des actifs de 14,1 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 10,5 milliards de dollars en raison surtout de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 10,0 milliards, et ce, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux et des activités de gestion de la trésorerie. Le solde net des prêts a augmenté de 4,3 milliards, ce qui est largement attribuable à une hausse de 2,3 milliards des prêts hypothécaires à l'habitation liée à l'acquisition d'un portefeuille de prêts hypothécaires par PE États-Unis et à une hausse de 2,0 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques imputable en grande partie à l'accroissement au Canada des prêts aux entreprises. Les valeurs mobilières se sont accrues de 4,0 milliards, traduisant la hausse des soldes liés aux activités de négociation de BMO Marchés des capitaux et aux activités de gestion de la trésorerie. Les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, se sont raffermis de 0,9 milliard.

Les passifs se sont alourdis de 19,9 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2017. La dépréciation du dollar américain les a réduits de 13,5 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 18,7 milliards de dollars en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les dépôts se sont accrues de 6,7 milliards dans tous les groupes d'exploitation, ce qui reflète la progression des dépôts des particuliers et des dépôts de gros, les dépôts des entreprises et des administrations publiques ayant augmenté de 3,4 milliards, ceux des particuliers ayant progressé de 1,9 milliard et ceux à d'autres banques ayant augmenté de 1,3 milliard. Les titres vendus à découvert se sont accrues de 1,6 milliard. La dette subordonnée a augmenté de 1,4 milliard à cause d'une nouvelle émission effectuée au cours du trimestre considéré. Les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, se sont raffermis de 1,8 milliard.

Les actifs financiers dérivés se sont accrues de 2,8 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 3,3 milliards, ce qui tient compte des conséquences des fluctuations du dollar américain. La croissance a été stimulée par la hausse de la juste valeur des contrats de change et des contrats sur produits de base, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par une baisse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt.

Le total des capitaux propres a diminué de 1,5 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2017, ce qui est attribuable à une diminution de 1,7 milliard du cumul des autres éléments du résultat global, laquelle a été partiellement contrebalancée par une hausse de 0,2 milliard des résultats non distribués. Le cumul des autres éléments du résultat global a reculé de 1,0 milliard en raison surtout de l'incidence du repli du dollar américain, déduction faite des répercussions des couvertures. Le cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie a fléchi de 0,6 milliard à cause essentiellement de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt au cours du trimestre considéré.

La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2017 et correspondent à celles décrites à la note 28 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 198 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2017. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion pour 2017 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2017 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 113 à 115 ainsi que 144 à 147 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Modifications de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté de manière prospective l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui traite de dépréciation, de classement, d'évaluation et de comptabilité de couverture.

Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode que nous appliquions auparavant était conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non.

Classement et évaluation

Selon l'IFRS 9, les instruments de créance sont classés selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. Conformément au choix de méthode comptable permis aux termes de l'IFRS 9, nous avons choisi de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture.

Les notes 1 et 15 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment d'autres renseignements au sujet de l'incidence de cette nouvelle norme.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les pages 116 et 117 du Rapport annuel pour 2017 de BMO et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 147 et 148 de ce même rapport ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Instruments financiers désignés

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant aux pages 76 et 77 de notre Rapport annuel pour 2017.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN)

En mars 2013, le BSIF a émis des lignes directrices désignant les six plus grandes banques canadiennes, dont BMO, comme étant des banques d'importance systémique nationale.

En tant que BISN, le BSIF exige que nous présentions annuellement les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des BISM. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes* que le CBCB a publié en juillet 2013. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent rapport.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de la consolidation du groupe qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les activités de paiement ont ralenti à cause de la baisse du nombre de transactions. Les fluctuations subies d'un exercice à l'autre traduisent les variations qui surviennent dans le cours normal des activités commerciales.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN) (en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre

Section	Indicateurs	2017	2016
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	307 717	291 485
	2. Engagements transfrontières	249 228	262 884
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	794 985	762 779
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	134 581	120 153
	5. Passifs dans le système financier	68 066	64 217
	6. Encours de titres	238 318	210 910
D. Substituabilité / Infrastructure financière	7. Activités de paiement 1)	23 722 831	28 158 089
	8. Actifs sous conservation	178 020	184 887
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers	68 690	49 176
E. Complexité	10. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	4 536 610	4 259 557
	11. Titres détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente 2)	46 283	29 775
	12. Actifs de niveau 3	1 778	1 872

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

2) Le montant de l'exercice précédent a été retraité afin d'exclure les soldes des activités d'assurance.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Le 22 décembre 2017, la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* (la « loi ») a été promulguée aux États-Unis. Par conséquent, en date du 1^{er} janvier 2018, le taux d'imposition fédéral des sociétés prévu par la loi américaine a été assoupli, passant de 35 % à 21 %. Ainsi, notre bénéfice net a donc été frappé par une charge ponctuelle hors trésorerie à la suite de la modification du taux d'imposition en raison de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis en fonction du taux d'imposition réduit qui s'en est ensuivie. La charge tenait compte des estimations de certaines incidences fiscales sur le revenu qui pourraient être mises à jour ultérieurement. À l'avenir, la baisse du taux d'impôt sur le bénéfice futur de BMO aux États-Unis devrait se traduire par un avantage. Nous demeurerons à l'affût de toute nouvelle directive portant sur cette loi, notamment les dispositions visant à élargir l'assiette fiscale et les suggestions possibles relatives à l'impôt des États, ainsi que de toute répercussion qu'elles pourraient entraîner pour BMO.

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 69, 79, 99 et 109 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 78 à 112 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 94 à 98 de son Rapport annuel pour 2017.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2018				Au 31 octobre 2017				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 159	-	41 159	-	32 599	-	32 599	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 740	226	6 514	-	6 490	346	6 144	-	Taux d'intérêt
								-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Valeurs mobilières	163 551	93 237	70 314	-	163 198	90 449	72 749	-	Taux d'intérêt
Titres pris en pension ou empruntés	83 194	-	83 194	-	75 047	-	75 047	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	356 662	-	356 662	-	358 507	-	358 507	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	31 756	28 715	3 041	-	28 951	27 359	1 592	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	16 705	-	16 705	-	16 546	-	16 546	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	28 142	-	12 965	15 177	28 242	-	12 927	15 315	Taux d'intérêt
Total des actifs	727 909	122 178	590 554	15 177	709 580	118 154	576 111	15 315	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	475 565	13 076	462 489	-	479 792	13 674	466 118	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	31 079	29 239	1 840	-	27 804	26 122	1 682	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	16 705	-	16 705	-	16 546	-	16 546	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	26 367	26 367	-	-	25 163	25 163	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	72 260	-	72 260	-	55 119	-	55 119	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	56 642	-	56 384	258	55 773	-	55 415	358	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	6 463	-	6 463	-	5 029	-	5 029	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	685 081	68 682	616 141	258	665 226	64 959	599 909	358	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et la moyenne de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ont légèrement augmenté en regard du trimestre précédent en raison de l'accroissement de l'exposition aux actions et au change, en partie compensé par une baisse de l'exposition au risque de crédit. La diminution d'un exercice à l'autre de la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation découle d'une baisse de l'exposition au risque de taux d'intérêt et de la volatilité des marchés alors que l'augmentation de la moyenne du total de la VaR en période de tension découle d'un changement dans la méthode de calcul du risque de marché en 2017 en lien avec l'évaluation des dérivés non assortis de garanties.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation, en période de tension 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018				Au 31 octobre 2017	Au 31 janvier 2017
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	0,3	0,5	1,1	0,3	0,7	1,1
VaR liée aux actions	3,5	3,6	5,0	3,0	2,9	3,5
VaR liée au change	0,4	0,8	2,2	0,1	0,4	1,2
VaR liée aux taux d'intérêt	6,0	5,2	7,4	3,6	5,3	8,9
VaR liée au crédit	1,7	1,8	2,3	1,5	2,4	2,2
Diversification	(5,5)	(6,1)	n. s.	n. s.	(6,2)	(8,6)
Total de la VaR – Négociation	6,4	5,8	7,5	4,7	5,5	8,3
Total de la VaR en période de tension – Négociation	22,9	23,0	24,3	20,0	21,4	22,1

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a augmenté en regard du 31 octobre 2017, en raison surtout du fait que la tarification modélisée des dépôts est plus sensible aux taux d'intérêt lorsque ceux-ci sont plus élevés, étant donné que les taux du marché ont augmenté au premier trimestre de 2018. L'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une baisse des taux d'intérêt s'est accru par rapport au 31 octobre 2017, puisque les taux des dépôts des clients peuvent maintenant chuter de manière plus importante. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt a fléchi en regard du 31 octobre 2017, en raison surtout de la diminution de l'avantage modélisé associé aux hausses de taux d'intérêt dans les douze prochains mois, étant donné que les taux du marché ont augmenté au cours du trimestre. La sensibilité du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt a diminué par rapport au 31 octobre 2017, en raison essentiellement du fait que le taux de certains dépôts peuvent être plus facilement rajustés à la baisse, étant donné que les taux du marché ont augmenté au cours du trimestre.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2017	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2017
Hausse de 100 points de base	(1 111,7)	(957,8)	(959,8)	73,1	136,9	162,6
Baisse de 100 points de base	467,4	78,6	280,4	(315,3)	(433,4)	(292,2)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2018 donnerait lieu à une augmentation de 53 millions de dollars de leur résultat avant impôts et à une hausse de leur valeur économique avant impôts de 425 millions (52 millions et 417 millions, respectivement, au 31 octobre 2017; 77 millions et 503 millions, respectivement au 31 janvier 2017). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2018 donnerait lieu à une diminution de 51 millions de leur résultat avant impôts et à une diminution de leur valeur économique avant impôts de 516 millions (50 millions et 507 millions, respectivement, au 31 octobre 2017; 76 millions et 601 millions, respectivement, au 31 janvier 2017). Les variations des marchés boursiers influent également sur les résultats des activités d'assurance. Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 213,5 milliards de dollars au 31 janvier 2018, contre 213,8 milliards au 31 octobre 2017. Au premier trimestre de 2018, les actifs liquides non grevés sont demeurés relativement inchangés par rapport au quatrième trimestre de 2017. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par BMO Harris Bank, notre entité bancaire américaine, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'il évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne se fie pas aux facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau portant sur les actifs grevés, à la page 31, indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

	Au 31 janvier 2018					Au 31 octobre 2017
(en millions de dollars canadiens)	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 159	–	41 159	1 430	39 729	31 164
Dépôts à d'autres banques	6 740	–	6 740	–	6 740	6 490
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	138 045	24 303	162 348	107 406	54 942	59 414
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	21 362	399	21 761	4 989	16 772	18 765
Titres de créance d'entreprises	19 165	7 951	27 116	4 475	22 641	22 368
Titres de participation d'entreprises	68 173	19 826	87 999	40 294	47 705	52 616
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	246 745	52 479	299 224	157 164	142 060	153 163
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	27 692	–	27 692	2 738	24 954	22 940
Total des actifs liquides	322 336	52 479	374 815	161 332	213 483	213 757
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	65 127	–	65 127	427	64 700	64 776
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	–	–	–	–	–	–
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	387 463	52 479	439 942	161 759	278 183	278 533

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 janvier 2018.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Actifs grevés (en millions de dollars canadiens)

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2018					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	47 899	-	1 430	-	46 469
Valeurs mobilières 5)	326 916	130 695	29 207	9 880	157 134
Prêts	328 970	67 436	427	196 407	64 700
Autres actifs					
Instruments dérivés	31 756	-	-	31 756	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 705	-	-	16 705	-
Bureaux et matériel	1 965	-	-	1 965	-
Écart d'acquisition	6 056	-	-	6 056	-
Immobilisations incorporelles	2 144	-	-	2 144	-
Actifs d'impôt exigible	2 071	-	-	2 071	-
Actifs d'impôt différé	2 187	-	-	2 187	-
Actifs divers	13 719	3 725	-	9 994	-
Total des autres actifs	76 603	3 725	-	72 878	-
Total des actifs	780 388	201 856	31 064	279 165	268 303

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 octobre 2017					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	39 089	-	1 435	3	37 651
Valeurs mobilières 5)	313 955	109 835	28 017	9 692	166 411
Prêts	333 066	63 438	393	204 459	64 776
Autres actifs					
Instruments dérivés	28 951	-	-	28 951	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 546	-	-	16 546	-
Bureaux et matériel	2 033	-	-	2 033	-
Écart d'acquisition	6 244	-	-	6 244	-
Immobilisations incorporelles	2 159	-	-	2 159	-
Actifs d'impôt exigible	1 371	-	-	1 371	-
Actifs d'impôt différé	2 865	-	-	2 865	-
Actifs divers	13 570	3 739	-	9 831	-
Total des autres actifs	73 739	3 739	-	70 000	-
Total des actifs	759 849	177 012	29 845	284 154	268 838

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 9,9 milliards de dollars au 31 janvier 2018, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Le tableau ci-après présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018, le RLCT moyen quotidien a été de 153 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen est demeuré relativement inchangé au premier trimestre de 2018 comparativement à 152 % au quatrième trimestre de 2017. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et de négociation ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 30.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 99 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Ratio de liquidité à court terme

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trimestre clos le 31 janvier 2018

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	139,5
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	167,3	10,4
Dépôts stables	90,7	2,7
Dépôts moins stables	76,6	7,7
Financement de gros non garanti, dont :	137,2	76,4
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	56,3	13,9
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	54,2	35,8
Dettes non garanties	26,7	26,7
Financement de gros garanti	*	13,4
Exigences supplémentaires, dont :	126,3	28,4
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	8,7	5,0
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,7	2,7
Facilités de crédit et de liquidité	114,9	20,7
Autres obligations de financement contractuelles	0,6	-
Autres obligations de financement conditionnelles	332,3	5,0
Total des sorties de trésorerie	*	133,6
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	117,6	15,0
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	9,6	7,5
Autres entrées de trésorerie	19,9	19,9
Total des entrées de trésorerie	147,1	42,4
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		139,5
Total des sorties nettes de trésorerie		91,2
Ratio de liquidité à court terme (%)		153

Trimestre clos le 31 octobre 2017

Total des actifs liquides de haute qualité	Total de la valeur ajustée 4)
Total des sorties nettes de trésorerie	130,3
Ratio de liquidité à court terme (%)	85,8
	152

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 62 jours ouvrables au premier trimestre de 2018.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à court terme réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 302,7 milliards de dollars au 31 janvier 2018, en baisse comparativement à 303,1 milliards au 31 octobre 2017. La baisse des dépôts des clients est imputable à l'incidence du repli du dollar américain, en partie annulée par la croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 janvier 2018, ces dépôts se chiffraient à 30,2 milliards.

Au 31 janvier 2018, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 178,4 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 56,8 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 121,6 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a baissé en regard de celui de 180,5 milliards au 31 octobre 2017 en raison de l'incidence du repli du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau qui suit. La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 213,5 milliards au 31 janvier 2018 et qui, tel qu'il est décrit à la page 30, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de marges de crédit sur valeur automobile et domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Au 31 janvier 2018									Au 31 octobre 2017
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Au 31 janvier 2018									
Dépôts d'autres banques	3 520	129	23	–	3 672	–	8	3 680	3 962
Certificats de dépôt et papier commercial	8 747	20 605	16 443	13 235	59 030	2 974	–	62 004	60 640
Billets de dépôt au porteur	241	1 095	50	–	1 386	–	–	1 386	2 815
Papier commercial adossé à des actifs	1 327	1 720	62	–	3 109	–	–	3 109	3 722
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	4 199	2 544	3 957	10 700	7 482	26 912	45 094	48 089
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	–	–	–	–	–	6	2 964	2 970	3 002
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	899	557	1 551	3 007	2 078	12 871	17 956	17 935
Obligations couvertes	–	–	–	2 291	2 291	3 818	16 672	22 781	23 225
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	586	–	1 189	1 775	1 381	2 434	5 590	5 160
Dettes subordonnées 4)	–	–	–	–	–	–	6 463	6 463	5 028
Autres 5)	461	3 568	–	–	4 029	–	3 322	7 351	6 935
Total	14 296	32 801	19 679	22 223	88 999	17 739	71 646	178 384	180 513
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	1 788	6 773	619	5 031	14 211	7 277	35 299	56 787	56 977
Financement non garanti	12 508	26 028	19 060	17 192	74 788	10 462	36 347	121 597	123 536
Total 6)	14 296	32 801	19 679	22 223	88 999	17 739	71 646	178 384	180 513

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit et automobiles.

4) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

5) Avances des FHLB.

6) Le total du financement de gros était constitué de 46,4 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 132,0 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 janvier 2018.

Évolution de la réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. En février 2018, le BSIF a annoncé qu'il ciblait janvier 2020 comme date révisée de mise en œuvre du RSLLT pour les institutions canadiennes qui acceptent les dépôts, compte tenu des progrès réalisés à l'échelle internationale.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 159 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation demeurent celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité.

Au 31 janvier 2018

	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Dettes subordonnées - FPUNV	Perspectives
Agence de notation				
Moody's	P-1	A1	Baa2	Négatives
S&P	A-1	A+	BBB	Stables
Fitch	F1+	AA-	A+	Stables
DBRS	R-1 (élevée)	AA	A (faible)	Négatives

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 janvier 2018, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 208 millions de dollars, 543 millions et 920 millions, si ses cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 92 et 93 de son Rapport annuel pour 2017. Nos expositions dans les pays européens au 31 janvier 2018 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Au 31 janvier 2018

	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Montant net
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	6	-	74	-	74	-	10	-	10	90
Italie	16	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	156	3	-	-	3	1	-	1	2	161
Total – pays GIIPE	178	3	74	-	77	1	10	1	12	267
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	135	183	25	103	311	91	9	28	128	574
Allemagne	291	10	59	800	869	58	17	9	84	1 244
Pays-Bas	351	76	17	-	93	13	34	-	47	491
Autres 8)	245	1	77	93	171	3	58	-	61	477
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 022	270	178	996	1 444	165	118	37	320	2 786
Reste de l’Europe										
Danemark	7	164	-	133	297	2	-	-	2	306
Norvège	281	120	-	-	120	-	-	15	15	416
Suède	40	95	-	224	319	4	1	-	5	364
Suisse	293	7	-	-	7	57	17	-	74	374
Royaume-Uni	1 729	37	67	2 229	2 333	373	98	2	473	4 535
Autres 8)	27	-	-	-	-	-	-	-	-	27
Total – reste de l’Europe	2 377	423	67	2 586	3 076	436	116	17	569	6 022
Total – Europe 9)	3 577	696	319	3 582	4 597	602	244	55	901	9 075

Au 31 octobre 2017

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	151	-	1	-	1	19	46	-	65	217
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 120	247	133	1 188	1 568	84	85	28	197	2 885
Total - reste de l'Europe	2 081	479	77	572	1 128	243	63	13	319	3 528
Total - Europe 9)	3 352	726	211	1 760	2 697	346	194	41	581	6 630

Voir les notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Pays	Prêts 2)						
	Tranche financée au 31 janvier 2018			Au 31 janvier 2018		Au 31 octobre 2017	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	6	-	6	6	103	6
Italie	16	-	-	16	16	27	27
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	150	6	-	172	156	149	118
Total – pays GIPE	166	12	-	194	178	279	151
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)							
France	135	-	-	180	135	152	107
Allemagne	160	131	-	369	291	488	358
Pays-Bas	75	276	-	435	351	756	554
Autres 8)	106	139	-	393	245	247	101
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	476	546	-	1 377	1 022	1 643	1 120
Reste de l'Europe							
Danemark	7	-	-	7	7	7	7
Norvège	41	240	-	466	281	287	153
Suède	14	26	-	193	40	195	49
Suisse	33	260	-	364	293	156	99
Royaume-Uni	11	1 718	-	2 068	1 729	2 285	1 746
Autres 8)	-	27	-	54	27	59	27
Total – reste de l'Europe	106	2 271	-	3 152	2 377	2 989	2 081
Total – Europe 9)	748	2 829	-	4 723	3 577	4 911	3 352

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 janvier 2018 :

- Une sûreté de 813 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (81 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 285 millions d'euros.
 - Des garanties de 1,3 milliard de dollars (43 millions de dollars dans les pays GIPE).
- 2) La tranche financée comprend les prêts.
- 3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 203 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 janvier 2018 (*inclut une position nette de 165 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 19 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).
- 5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (15,0 milliards de dollars en Europe au 31 janvier 2018).
- 6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 7) Exclut les réserves de 27 millions de dollars au 31 janvier 2018 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.
- 8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 5 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 6 pays et celle dans la Fédération de Russie était de 1 million au 31 janvier 2018.
- 9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 36 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2017
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	3 705 \$	3 583 \$	3 301 \$
Valeurs mobilières	536	465	436
Dépôts à d'autres banques	122	106	54
	4 363	4 154	3 791
Charges d'intérêts			
Dépôts	1 201	1 101	888
Dette subordonnée	53	43	38
Autres passifs	563	475	335
	1 817	1 619	1 261
Revenus nets d'intérêts	2 546	2 535	2 530
Revenus autres que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	262	234	251
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	279	282	280
Revenus de négociation	417	302	408
Commissions sur prêts	247	230	223
Frais de services de cartes	128	132	119
Frais de gestion de placements et de garde de titres	423	416	400
Revenus tirés de fonds d'investissement	366	354	346
Commissions de prise ferme et de consultation	219	251	248
Profits sur titres, autres que de négociation	67	41	31
Revenus de change, autres que de négociation	36	60	34
Revenus d'assurance	507	629	196
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	44	47	243
Autres	137	142	96
	3 132	3 120	2 875
Total des revenus	5 678	5 655	5 405
Dotation à la provision pour pertes sur créances (notes 1, 3)	141	202	167
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	361	573	4
Charges autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel	1 963	1 842	1 983
Bureaux et matériel	664	628	607
Amortissement des immobilisations incorporelles	123	127	119
Déplacements et expansion des affaires	157	183	161
Communications	67	69	69
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	10	11
Honoraires	123	172	124
Autres	334	344	311
	3 441	3 375	3 385
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 735	1 505	1 849
Charge d'impôts sur le résultat (note 12)	762	278	361
Bénéfice net	973 \$	1 227 \$	1 488 \$
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Banque	973	1 227	1 487
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1
Bénéfice net	973 \$	1 227 \$	1 488 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 11)			
De base	1,43 \$	1,82 \$	2,23 \$
Dilué	1,43	1,81	2,22
Dividendes par action ordinaire	0,93	0,90	0,88

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		
	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2017
Bénéfice net	973 \$	1 227 \$	1 488 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts			
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net			
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global 1)			
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 2)	s. o.	27	(96)
(Pertes) latentes sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenues au cours de la période 3)	(113)	s. o.	s. o.
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 4)	(13)	(17)	(5)
	(126)	10	(101)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie (Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de la période 5)	(595)	(27)	(402)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 6)	31	36	11
	(564)	9	(391)
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 090)	952	(782)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 7)	131	(138)	96
	(959)	814	(686)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net			
Profits sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	72	103	241
(Pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	(74)	(32)	(43)
	(2)	71	198
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts	(1 651)	904	(980)
Total du résultat global (de la perte globale)	(678)\$	2 131 \$	508 \$
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Banque	(678)	2 131	507
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1
Total du résultat global (de la perte globale)	(678)\$	2 131 \$	508 \$

1) Les données du quatrième trimestre de 2017 et des périodes antérieures représentent les titres disponibles à la vente (note 1).

2) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de s. o., de (1) \$ et de 55 \$ pour le trimestre.

3) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 24 \$, de s. o. et de s. o. pour le trimestre (note 12).

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 4 \$, de 8 \$ et de 3 \$ pour le trimestre.

5) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 201 \$, de 15 \$ et de 164 \$ pour le trimestre (note 12).

6) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (11) \$, de (13) \$ et de (4) \$ pour le trimestre.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (47) \$, de 50 \$ et de (35) \$ pour le trimestre.

8) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (50) \$, de (29) \$ et de (93) \$ pour le trimestre (note 12).

9) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 26 \$, de 12 \$ et de 15 \$ pour le trimestre.

s. o. - Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2017
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 159 \$	32 599 \$	34 079 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 740	6 490	5 888
Valeurs mobilières (note 2)	163 551	163 198	151 779
Titres pris en pension ou empruntés	83 194	75 047	78 753
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	117 186	115 258	112 469
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 118	61 944	61 481
Prêts sur cartes de crédit	7 994	8 071	7 888
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	171 988	175 067	171 475
	358 286	360 340	353 313
Provision pour pertes sur créances (notes 1, 3)	(1 624)	(1 833)	(1 868)
	356 662	358 507	351 445
Autres actifs			
Instruments dérivés	31 756	28 951	30 161
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 705	16 546	13 588
Bureaux et matériel	1 965	2 033	2 062
Écart d'acquisition	6 056	6 244	6 235
Immobilisations incorporelles	2 144	2 159	2 151
Actifs d'impôt exigible	2 071	1 371	1 329
Actifs d'impôt différé (note 12)	2 187	2 865	2 934
Actifs divers	13 719	13 570	11 980
	76 603	73 739	70 440
Total des actifs	727 909 \$	709 580 \$	692 384 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 6)	475 565 \$	479 792 \$	474 637 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	31 079	27 804	31 770
Acceptations	16 705	16 546	13 588
Titres vendus à découvert	26 367	25 163	21 965
Titres mis en pension ou prêtés	72 260	55 119	53 500
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 503	23 054	21 794
Passifs d'impôt exigible	52	125	91
Passifs d'impôt différé	207	233	244
Passifs divers	32 880	32 361	27 944
	203 053	180 405	170 896
Dettes subordonnées (note 6)	6 463	5 029	4 370
Capitaux propres			
Actions privilégiées	4 240	4 240	3 840
Actions ordinaires	13 020	13 032	12 791
Surplus d'apport	306	307	303
Résultats non distribués (note 15)	23 902	23 709	22 077
Cumul des autres éléments du résultat global	1 360	3 066	3 446
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	42 828	44 354	42 457
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	24
Total des capitaux propres	42 828	44 354	42 481
Total des passifs et des capitaux propres	727 909 \$	709 580 \$	692 384 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2018	31 janvier 2017
Actions privilégiées (note 7)		
Solde à l'ouverture de la période	4 240 \$	3 840 \$
Solde à la clôture de la période	4 240	3 840
Actions ordinaires (note 7)		
Solde à l'ouverture de la période	13 032	12 539
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	186
Émises en vertu du régime d'options sur actions	48	66
Rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(60)	-
Solde à la clôture de la période	13 020	12 791
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	307	294
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	(6)	9
Autres	5	-
Solde à la clôture de la période	306	303
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	23 709	21 205
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (note 15)	99	s. o.
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	973	1 487
Dividendes - Actions privilégiées	(45)	(45)
- Actions ordinaires	(600)	(570)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(234)	-
Solde à la clôture de la période	23 902	22 077
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts 1)		
Solde à l'ouverture de la période	56	48
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (note 15)	(55)	s. o.
(Pertes) latentes sur les titres disponibles à la vente survenues au cours de la période 2)	s. o.	(96)
(Pertes) latentes sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenues au cours de la période 3)	(113)	s. o.
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 4)	(13)	(5)
Solde à la clôture de la période	(125)	(53)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(182)	596
(Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de la période 5)	(595)	(402)
Reclassement, dans le résultat, de pertes au cours de la période 6)	31	11
Solde à la clôture de la période	(746)	205
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	3 465	4 327
(Pertes) latentes à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 090)	(782)
Profits latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 7)	131	96
Solde à la clôture de la période	2 506	3 641
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(92)	(512)
Profits sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	72	241
Solde à la clôture de la période	(20)	(271)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(181)	(33)
(Pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	(74)	(43)
Solde à la clôture de la période	(255)	(76)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	1 360	3 446
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	42 828 \$	42 457 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales		
Solde à l'ouverture de la période	-	24
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	-	1
Autres	-	(1)
Solde à la clôture de la période	-	24
Total des capitaux propres	42 828 \$	42 481 \$

1) Les données du quatrième trimestre de 2017 et des périodes antérieures représentent les titres disponibles à la vente (note 1).

2) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de s. o. et de 55 \$ pour le trimestre.

3) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 24 \$ et de s. o. pour le trimestre (note 12).

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 4 \$ et de 3 \$ pour le trimestre.

5) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 201 \$ et de 164 \$ pour le trimestre (note 12).

6) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (11) \$ et de (4) \$ pour le trimestre.

7) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (47) \$ et de (35) \$ pour le trimestre.

8) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (50) \$ et de (93) \$ pour le trimestre (note 12).

9) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 26 \$ et de 15 \$ pour le trimestre.

s. o. - Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2018	31 janvier 2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	973 \$	1 488 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	14	2
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(81)	(33)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(4 709)	(4 021)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	141	167
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	(3 097)	10 074
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	4 068	(8 047)
Amortissement des bureaux et du matériel	97	96
Amortissement d'autres actifs	59	57
Amortissement des immobilisations incorporelles	123	119
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	609	104
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	(27)	2
(Augmentation) nette de l'actif d'impôt exigible	(764)	(470)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	(76)	13
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(14)	24
– (diminution) des intérêts à payer	(33)	(107)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(3 019)	(3 417)
Augmentation nette des dépôts	7 114	13 088
(Augmentation) diminution nette des prêts	(4 350)	1 749
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 608	(2 850)
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	19 293	14 465
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(10 328)	(14 021)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	623	(524)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	8 224	7 958
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	812	(1 370)
Produit de l'émission des obligations couvertes	-	2 277
Rachat d'obligations couvertes	(567)	(2 602)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 6)	1 566	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 7)	48	67
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(294)	-
Dividendes versés en trésorerie	(631)	(405)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	934	(2 033)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
(Augmentation) nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(490)	(1 581)
Achats de titres, autres que de négociation	(19 168)	(11 231)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 310	1 143
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	16 839	9 323
Bureaux et matériel – (achats) nets	(65)	(34)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(132)	(111)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	294	(2 491)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(892)	(1 008)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 560	2 426
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	32 599	31 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	41 159 \$	34 079 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 867 \$	1 412 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	869 \$	573 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	4 358 \$	4 042 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2018 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2017, qui figurent aux pages 144 à 201 de notre Rapport annuel 2017. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 27 février 2018.

Changements de méthodes comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 traite de dépréciation, de classement et d'évaluation, ainsi que de comptabilité de couverture. L'incidence sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires au 1^{er} novembre 2017 s'est traduite par une augmentation de 70 millions de dollars (44 millions après impôts) relativement aux exigences de la norme en matière de dépréciation. Les données des périodes antérieures n'ont pas été retraitées. Il y a lieu de se reporter à la note 15, Transition à l'IFRS 9, pour connaître l'incidence sur le bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2017.

Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode que nous appliquions auparavant était conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2).

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faudra tenir compte de nombreux facteurs et cela variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. La provision relative aux actifs visés par l'étape 2 devra être supérieure à celle prévue à l'étape 1 en raison de la période plus longue de prise en compte dans le cadre de l'étape 2. L'étape 3 exige la comptabilisation des pertes pour la durée de vie de tous les actifs dépréciés.

Aux termes de l'IFRS 9, pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes attendues, il faudra tenir compte d'événements passés, de la conjoncture des marchés et d'informations raisonnables et justifiables concernant la situation économique à venir. La norme exige également que les prévisions de la conjoncture économique future soient basées sur une évaluation objective fondée sur des pondérations probabilistes des résultats futurs probables.

Afin de déterminer la durée de vie d'un instrument, l'IFRS 9 exige normalement la prise en compte de la période contractuelle, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

Classement et évaluation

Les instruments de créance, y compris les prêts, sont classés selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Les instruments de créance seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins que certaines conditions soient respectées et qu'il soit alors permis de les évaluer soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit au coût amorti.

L'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est permise si les instruments de créance sont détenus dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres peuvent être vendus en raison ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de remboursement anticipé qui en résulte, de variations du risque de crédit, de variations du risque de change et de changements quant aux sources ou

aux modalités de financement ou pour combler des besoins de liquidités. La variation de la juste valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global; les profits ou pertes sur cession et les pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

L'évaluation au coût amorti est permise si les instruments de créance sont détenus dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels, qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Les profits ou pertes sur cession et les pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Dans le cadre de l'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et de l'évaluation au coût amorti, les instruments, les primes, les escomptes et les coûts de transaction sont amortis sur la durée de l'instrument sur la base du rendement effectif et sont comptabilisés à titre d'ajustement des revenus d'intérêts.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auquel cas, les profits et les pertes ne sont jamais comptabilisés en résultat.

Comme le permet l'IFRS 9, au cours de l'exercice 2015, la Banque a appliqué par anticipation les dispositions de la norme concernant la constatation des variations du risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La note 8 renferme de l'information supplémentaire sur les variations du risque de crédit propre.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 a instauré un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. L'IFRS 9 prévoit un choix de méthode comptable, qui nous permet de choisir de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture; nous avons choisi cette méthode.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Classement des instruments de créance

Les instruments de créance, y compris les prêts, sont classés selon le modèle économique utilisé pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Nous exerçons notre jugement afin de déterminer quel modèle économique sera utilisé pour gérer les actifs et si les flux de trésorerie se composent uniquement de capital et d'intérêts.

Provision pour pertes sur créances

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes sur créances attendues, nous devons nous fonder sur des estimations et exercer notre jugement à l'égard de questions dont l'issue est incertaine. Par exemple, l'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

Lors du calcul des pertes sur créances attendues, les prévisions de la conjoncture économique future sont prises en considération de façon explicite. Nous avons conçu des modèles qui incorporent des variables macroéconomiques spécifiques propres à chaque portefeuille. Les principales variables économiques propres aux portefeuilles de prêts aux particuliers comprennent le taux de chômage, l'indice des prix des habitations et les taux d'intérêt et celles propres aux portefeuilles de prêts aux entreprises, aux grandes entreprises et aux États souverains comprennent le PIB, les taux d'intérêt et l'indice de volatilité, et ce, pour ce qui est des principaux marchés où nous exerçons nos activités, soit le Canada, les États-Unis et les marchés régionaux qui sont considérés comme importants. Les prévisions de la Banque sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, qui tient compte de données externes et de notre appréciation de la conjoncture économique future. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques qui sont pondérées en fonction de la probabilité afin de déterminer les pertes sur créances attendues définitives. La provision est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3 et à la note 15.

Note 2 : Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en six catégories, chacune visant un objectif d'affaires distinct ou étant soumise à un traitement comptable qui lui est propre. Elles se présentent comme suit :

Les **titres de négociation** sont ceux achetés aux fins de revente à court terme. Les titres de négociation sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction de même que les variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les revenus de négociation à notre état consolidé des résultats.

Les **titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net** sont comptabilisés à la juste valeur, tandis que les variations de la juste valeur et les coûts de transaction connexes sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats au poste profits (pertes) sur titres, autres que de négociation, à l'exception de ce qui est indiqué ci-après. Cette catégorie comprend :

Titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Pour être admissibles à cette désignation, les titres doivent avoir une juste valeur pouvant être calculée de manière fiable; leur désignation élimine ou réduit sensiblement la disparité de traitement qui, autrement, résulterait de l'évaluation des profits et des pertes sur une base différente. Les titres doivent être désignés au moment de leur constatation initiale et cette désignation est irrévocable. Si ces titres n'étaient pas désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ils seraient comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction liés aux titres détenus par notre filiale d'assurance sont constatés dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Autres titres qui doivent obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Ces titres sont des titres gérés selon leur juste valeur, mais qui ne sont pas détenus à des fins de négociation, ou des titres de créance dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts, et des titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de négociation.

Les **titres de créance évalués au coût amorti** sont des titres de créance achetés dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels, qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction et sont, par la suite, évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les pertes de valeur sont inscrites à notre état consolidé des résultats. Les revenus d'intérêts gagnés et l'amortissement de la prime, de l'escompte et des coûts de transaction sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières.

Les **titres de créances évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** sont des titres de créance achetés dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres peuvent être vendus en raison ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de remboursement anticipé qui en résulte, de variations du risque de crédit, de variations du risque de change et de changements quant aux sources ou aux modalités de financement ou pour combler des besoins de liquidités.

Les titres de créances évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur, les profits et pertes latents étant inscrits dans notre état consolidé du résultat global jusqu'à ce que ces titres soient vendus ou dépréciés. Les profits et pertes sur cession et les pertes (recouvrements) de valeur sont inscrits à notre état consolidé des résultats dans les revenus autres que d'intérêts au poste profits sur titres, autres que de négociation. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les **titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** sont des titres de participation à l'égard desquels nous avons choisi de comptabiliser les variations de la juste valeur de l'instrument dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à la juste valeur par le biais du résultat net. Les profits ou pertes constatés à l'égard de ces instruments ne seront jamais comptabilisés en résultat net. Les titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas assujettis à une évaluation de la dépréciation.

Les **titres divers** représentent des investissements dans des entreprises associées sur lesquelles nous exerçons une influence notable sur le plan des décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (de façon générale, des sociétés dont nous détenons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces titres sont comptabilisés au moyen de la méthode de la mise en équivalence, alors que notre quote-part du résultat net est comptabilisée dans les participations dans des entreprises associées et des coentreprises dans notre état consolidé des résultats. Tout autre montant au titre des autres éléments du résultat global est reflété dans la section pertinente de notre état du résultat global.

Nous inscrivons à notre bilan consolidé toutes nos transactions sur titres selon le mode de comptabilisation à la date de règlement. Les variations de la juste valeur qui surviennent entre la date de transaction et celle de règlement sont portées en résultat net, sauf celles liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui sont inscrites dans les autres éléments du résultat global.

Dépréciation de titres

Les titres de créance classés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont soumis à des tests de dépréciation au moyen du modèle de pertes sur créances attendues, à l'exception des titres dont le risque de crédit est réputé faible et dont la provision pour pertes sur créances est évaluée en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois.

Classement des valeurs mobilières

Au 31 janvier 2018, les valeurs mobilières de la Banque sont classées conformément à l'IFRS 9 et au 31 octobre 2017, conformément à l'IAS 39, comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2018	31 octobre 2017
Titres de négociation	93 428	99 069
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net 1)	11 261	s. o.
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créances et titres de participation	49 755	s. o.
Titres disponibles à la vente	s. o.	54 075
Titres évalués au coût amorti 2)	8 455	s. o.
Titres détenus jusqu'à l'échéance	s. o.	9 094
Titres divers	652	960
Total	163 551	163 198

1) Se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 656 millions de dollars et de titres désignés à la juste valeur de 8 605 millions.

2) Déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 2 millions de dollars (s. o. au 31 octobre 2017).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents sur les titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2018 conformément à l'IFRS 9 et des profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente au 31 octobre 2017 conformément à l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2018				31 octobre 2017			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	9 751	4	67	9 688	9 212	6	38	9 180
des administrations provinciales et municipales canadiennes	3 246	13	28	3 231	3 613	29	15	3 627
l'administration fédérale américaine	14 735	1	532	14 204	14 481	12	224	14 269
des municipalités, agences et États américains	3 468	28	22	3 474	4 058	43	5	4 096
d'autres administrations publiques	3 133	3	17	3 119	3 567	3	12	3 558
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)	2 447	8	17	2 438	2 457	9	11	2 455
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis	10 551	5	305	10 251	10 902	6	147	10 761
Titres de créance d'entreprises	3 310	10	29	3 291	4 514	23	12	4 525
Titres de participation d'entreprises	59	–	–	59	1 499	121	16	1 604
Total	50 700	72	1 017	49 755	54 303	252	480	54 075

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 janvier 2018, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 848 millions de dollars, dont une tranche de 1 624 millions a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 224 millions, dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Provision liée aux prêts productifs

Nous maintenons une provision afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Notre démarche quant à l'établissement et au maintien de la provision constituée liée aux prêts productifs est fondée sur les exigences des IFRS, compte tenu des lignes directrices du BSIF.

Dans le cadre de la méthodologie des pertes sur créances attendues de l'IFRS 9, une provision est comptabilisée pour les pertes sur créances attendues liées aux actifs financiers, peu importe s'il y a réellement eu un événement générateur de pertes ou non. Nous comptabilisons une provision pour pertes d'un montant équivalant aux pertes sur créances attendues pour les douze mois à venir si le risque de crédit à la date de présentation de l'information financière n'a pas augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale (étape 1). Nous comptabiliserons des pertes sur créances attendues sur la durée restante des actifs financiers productifs qui sont considérés comme ayant subi une hausse importante du risque de crédit (étape 2).

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il figure sur une liste de comptes à surveiller.

La perte sur créances attendues dépend de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), le moment de la perte étant aussi pris en compte, et est estimée en intégrant des renseignements économiques prospectifs et au moyen de l'exercice d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte par les modèles de perte sur créances attendues.

La PD représente la probabilité qu'un prêt ne soit pas remboursé et tombe en situation de défaut sur un horizon de douze mois pour l'étape 1 ou sur la durée de vie pour l'étape 2. La PD de chaque instrument individuel est modelée en fonction des données historiques et est estimée d'après les conditions actuelles du marché et les informations raisonnables et justifiables à propos des conditions économiques futures.

L'ECD est modelée en fonction des données historiques et représente une estimation du montant de l'encours exposé au risque de crédit au moment du défaut. Pour les sommes hors bilan et les sommes inutilisées, l'ECD inclut une estimation de tout montant supplémentaire qui pourrait avoir été prélevé au moment du défaut.

La PCD représente la somme qui pourrait ne pas être recouvrée en cas de défaut et est modelée en fonction des données historiques et des informations raisonnables et justifiables à propos des conditions économiques futures, lorsque approprié. La PCD prend en compte le montant et la qualité de toute sûreté.

Nous prenons en compte les événements passés, les conditions actuelles des marchés et les informations prospectives raisonnables et justifiables à propos de la conjoncture économique future pour calculer le montant de pertes attendues. Lors de l'évaluation des informations relatives à la conjoncture économique future possible, nous faisons appel à divers scénarios économiques, notamment à notre scénario de référence, lequel représente le résultat le plus probable et cadre avec notre plan stratégique, ainsi qu'à des prévisions favorables et défavorables, qui sont tous élaborés par notre groupe Études économiques. Les principales variables économiques utilisées pour déterminer la provision pour pertes sur créances reflètent la diversité géographique de nos portefeuilles, selon le cas.

Afin de déterminer la durée de vie d'un prêt, la période contractuelle du prêt, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options sont généralement prises en compte. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

La méthodologie que nous employons à l'égard des pertes sur créances attendues exige également l'exercice d'un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'inclure l'incidence estimée des facteurs qui échappent aux résultats obtenus au moyen du modèle de pertes sur créances attendues.

Provision liée aux prêts douteux

Nous maintenons une provision pour prêts douteux (étape 3) afin de ramener leur valeur comptable au montant recouvrable attendu, qui se chiffre à 1 761 millions de dollars (1 827 millions au 31 octobre 2017). Une telle provision est établie pour des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux afin de ramener leur valeur comptable au montant recouvrable attendu. Nous réexaminons régulièrement nos prêts afin de déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une sortie du bilan (exclusion faite des prêts sur cartes de crédit, qui sont classés comme douteux et sortis du bilan lorsque les paiements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours). L'examen des prêts-problèmes qui sont considérés, pris individuellement, comme importants est effectué au moins une fois par trimestre par les gestionnaires de comptes, chacun d'eux évaluant les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimés de recouvrement d'un prêt en tenant compte de tous les événements et conditions qui sont pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Prêts douteux considérés comme importants pris individuellement

Pour déterminer le montant que nous nous attendons à recouvrer sur un prêt douteux considéré comme important, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimés que nous actualisons au taux d'intérêt effectif initial du prêt. Le calcul des flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt garanti douteux reflète la réalisation attendue de la sûreté sous-jacente, après déduction des coûts attendus et de tout montant dont la loi exige le versement à l'emprunteur. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêts et comprendre de la trésorerie, des titres, des biens immobiliers, des créances, des garanties, des stocks ou d'autres immobilisations.

Prêts douteux considérés comme négligeables pris individuellement

Des prêts hypothécaires à l'habitation, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont été individuellement désignés comme négligeables et peuvent être individuellement ou collectivement soumis à des tests de dépréciation à la lumière des résultats passés en matière de perte et des attentes à l'égard de la conjoncture économique future.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit.

(en millions de dollars canadiens)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	16	34	49	99
Transfert à l'étape 1	9	(9)	-	-
Transfert à l'étape 2	(1)	2	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(3)	3	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(1)	6	4	9
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(2)	-	(3)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	11	(6)	6	11
Montants sortis du bilan	-	-	(7)	(7)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2
Change et autres	(1)	(1)	(3)	(5)
Solde au 31 janvier 2018	26	27	47	100
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	76	357	137	570
Transfert à l'étape 1	68	(64)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(6)	32	(26)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(52)	53	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(62)	59	23	20
Montages des prêts	9	-	-	9
Décomptabilisations et échéances	(5)	(11)	-	(16)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	3	(36)	46	13
Montants sortis du bilan	-	-	(66)	(66)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	17	17
Change et autres	-	(4)	(5)	(9)
Solde au 31 janvier 2018	79	317	129	525
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	83	254	-	337
Transfert à l'étape 1	60	(60)	-	-
Transfert à l'étape 2	(13)	13	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(49)	49	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(56)	107	10	61
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(10)	-	(11)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)	1	59	55
Montants sortis du bilan	-	-	(82)	(82)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23
Change et autres	(2)	-	-	(2)
Solde au 31 janvier 2018	76	255	-	331
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	268	410	234	912
Transfert à l'étape 1	33	(32)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(10)	19	(9)	-
Transfert à l'étape 3	-	(19)	19	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(12)	24	54	66
Montages des prêts	33	-	-	33
Décomptabilisations et échéances	(19)	(18)	-	(37)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	25	(26)	63	62
Montants sortis du bilan	-	-	(50)	(50)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	8	8
Change et autres	(11)	(13)	(16)	(40)
Solde au 31 janvier 2018	282	371	239	892
Total des soldes au 31 janvier 2018	463	970	415	1 848
Composition : Prêts	370	866	388	1 624
Autres instruments de crédit 1)	93	104	27	224

1) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances selon l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Total
	31 janvier 2017	31 janvier 2017	31 janvier 2017	31 janvier 2017
Pour les trimestres clos le				
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	59	123	250	432
Montants sortis du bilan	(7)	(162)	(57)	(226)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	3	48	18	69
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	7	112	48	167
Fluctuations de change et autres	(5)	(4)	(19)	(28)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	57	117	240	414
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	71	596	1 015	1 682
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	2	(8)	6	-
Fluctuations de change et autres	(1)	(4)	(18)	(23)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	72	584	1 003	1 659
Total de la provision pour pertes sur créances	129	701	1 243	2 073
Composition : Prêts	103	701	1 064	1 868
Autres instruments de crédit	26	-	179	205

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts et de la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 janvier 2018 conformément à l'IFRS 9 et au 31 octobre 2017 conformément à l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2018				31 octobre 2017			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision spécifique 2)	Provision générale 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	233 787	200	683	232 904	233 672	212	799	232 661
États-Unis	112 675	169	548	111 958	115 029	161	641	114 227
Autres pays	11 824	19	5	11 800	11 639	20	-	11 619
Total	358 286	388	1 236	356 662	360 340	393	1 440	358 507

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 27 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (27 millions au 31 octobre 2017), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 197 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (136 millions au 31 octobre 2017), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts renégociés

La valeur comptable de nos prêts renégociés était de 1 071 millions de dollars au 31 janvier 2018 (1 064 millions au 31 octobre 2017), dont une tranche de 480 millions était classée en tant que prêts productifs au 31 janvier 2018 (509 millions au 31 octobre 2017). Des prêts renégociés de 7 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018 (36 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2017).

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, et le risque de crédit et de contrepartie.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de la gestion du risque structurel de marché lié à nos activités bancaires et d'assurance.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque de marché sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 94 à 98.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque de liquidité et de financement sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 99 à 103.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et compensés de manière centralisée et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 86 à 90. D'autres renseignements sur le risque de crédit lié aux prêts sont présentés à la note 3.

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2018

	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	75 061	86	-	75 147
Bas	18 606	2 394	-	21 000
Moyen	12 603	3 394	-	15 997
Haut	130	420	-	550
Non coté	3 924	171	-	4 095
Douteux	-	-	397	397
Provision pour pertes sur créances	26	27	22	75
Valeur comptable	110 298	6 438	375	117 111
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	19 636	-	-	19 636
Très faible	12 931	86	-	13 017
Bas	12 155	182	-	12 337
Moyen	8 054	3 372	-	11 426
Haut	360	1 557	-	1 917
Non coté	2 011	216	-	2 227
Douteux	-	-	558	558
Provision pour pertes sur créances	73	303	129	505
Valeur comptable	55 074	5 110	429	60 613
Prêts sur cartes de crédit				
Exceptionnellement faible	2 151	-	-	2 151
Très faible	1 084	14	-	1 098
Bas	894	148	-	1 042
Moyen	1 692	903	-	2 595
Haut	114	463	-	577
Non coté	530	1	-	531
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	58	221	-	279
Valeur comptable	6 407	1 308	-	7 715
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	83 292	440	-	83 732
Catégorie spéculative	77 306	5 871	-	83 177
Liste de surveillance	-	3 908	-	3 908
Douteux	-	-	1 171	1 171
Provision pour pertes sur créances	207	312	237	756
Valeur comptable	160 391	9 907	934	171 232
Engagements de clients aux termes d'acceptations				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	10 987	303	-	11 290
Catégorie spéculative	4 954	380	-	5 334
Liste de surveillance	-	58	-	58
Douteux	-	-	23	23
Provision pour pertes sur créances	6	3	-	9
Valeur comptable	15 935	738	23	16 696
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	96 386	-	-	96 386
Catégorie spéculative	40 334	3 064	-	43 398
Liste de surveillance	-	1 330	-	1 330
Douteux	-	-	238	238
Provision pour pertes sur créances	93	104	27	224
Valeur comptable	136 627	4 290	211	141 128

Note 5 : Transfert d'actifs

Titrisation de prêts

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH et de notre propre programme. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2018			31 octobre 2017		
	Valeur comptable des actifs	Juste valeur des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Juste valeur des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	4 896			4 797		
Autres actifs connexes 1)	12 097			12 091		
Total	16 993	16 922	16 634	16 888	16 847	16 621

1) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, nous avons vendu des prêts de 1 386 millions de dollars à ces programmes (3 031 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2017).

Note 6 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)		Total	
	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2018	31 octobre 2017	31 janvier 2018	31 octobre 2017
Catégories de déposants :										
Banques 1)	1 120	818	1 310	1 864	473	586	25 578	24 937	28 481	28 205
Entreprises et administrations publiques	20 786	20 621	35 234	33 968	60 945	61 790	162 585	166 897	279 550	283 276
Particuliers	3 502	3 278	20 388	20 044	88 722	89 859	54 922	55 130	167 534	168 311
Total 2) 3)	25 408	24 717	56 932	55 876	150 140	152 235	243 085	246 964	475 565	479 792
Domiciliation :										
Canada	21 845	21 557	45 538	44 380	81 801	81 590	141 033	145 648	290 217	293 175
États-Unis	2 469	2 259	11 385	11 496	67 231	69 555	75 560	75 517	156 645	158 827
Autres pays	1 094	901	9	–	1 108	1 090	26 492	25 799	28 703	27 790
Total	25 408	24 717	56 932	55 876	150 140	152 235	243 085	246 964	475 565	479 792

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 31 janvier 2018 et au 31 octobre 2017, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 31 460 millions de dollars et 30 419 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2018 et au 31 octobre 2017, les dépôts comprenaient des dépôts de 234 343 millions et de 237 127 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 28 799 millions et de 27 686 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 218 658 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 125 931 millions étaient domiciliés au Canada, 66 262 millions, aux États-Unis et 26 465 millions, dans d'autres pays (221 954 millions, 130 197 millions, 65 963 millions et 25 794 millions, respectivement, au 31 octobre 2017). Des dépôts de 125 931 millions domiciliés au Canada, 43 129 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 5 600 millions, dans trois à six mois, 12 235 millions, dans six à douze mois et 64 967 millions, dans plus de douze mois (130 197 millions, 41 418 millions, 7 922 millions, 10 574 millions et 70 283 millions, respectivement, au 31 octobre 2017).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Dette subordonnée

Le 12 décembre 2017, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme américain, émis pour 1 250 millions de dollars américains de dette subordonnée portant intérêt au taux de 3,803 %. Les billets échoient le 15 décembre 2032 et leur taux deviendra fixe le 15 décembre 2027. Les billets sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité émis, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Note 7 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2018		31 octobre 2017		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	s. o. 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
		4 240		4 240	
Actions ordinaires 4) 5)	645 528 245	13 020	647 816 318	13 032	
Capital social		17 260		17 272	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 172 à 184 de notre Rapport annuel 2017.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 7 259 551 actions ordinaires au 31 janvier 2018 (7 525 296 actions ordinaires au 31 octobre 2017).

5) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, nous n'avons pas émis d'actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 711 927 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

s. o. – sans objet

Actions privilégiées

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, nous n'avons émis ni racheté aucune action privilégiée.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, nous avons racheté aux fins d'annulation 3 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 98,09 \$ par action, pour un total de 294 millions de dollars, conformément à un programme de rachat d'actions spécifique.

Le 22 février 2018, nous avons modifié notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités existante afin d'augmenter le nombre d'actions ordinaires que la Banque peut racheter aux fins d'annulation de 15 millions d'actions ordinaires à 22 millions d'actions ordinaires.

Le 27 février 2018, BMO a annoncé son intention, sous réserve des approbations du BSIF et de la TSX, de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 20 millions d'actions ordinaires à compter du 30 mai 2018 ou vers cette date. Lorsque les approbations auront été obtenues, le programme de rachat d'actions permettra à BMO de racheter ses actions ordinaires aux fins d'annulation. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués devront être approuvés par les organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 174 à 180, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	31 janvier 2018		31 octobre 2017	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres comptabilisés au coût amorti	8 455	8 369	s. o.	s. o.
Titres détenus jusqu'à l'échéance	s. o.	s. o.	9 094	9 096
Autres 1)	652	2 975	627	2 907
	9 107	11 344	9 721	12 003
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	117 186	116 255	115 258	114 313
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 118	60 263	61 944	61 031
Prêts sur cartes de crédit	7 994	7 681	8 071	7 828
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	170 091	168 400	175 067	172 762
	356 389	352 599	360 340	355 934
Dépôts 3)	462 489	462 488	466 118	466 441
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 503	23 505	23 054	23 148
Dettes subordonnées	6 463	6 672	5 029	5 255

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les titres pris en pension, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés ou mis en pension et les autres passifs.

1) Au 31 octobre 2017, les titres divers ne tiennent pas compte de 333 millions de dollars liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan. À l'adoption de l'IFRS 9, ces titres sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Ne tient pas compte de 1 897 millions de dollars de prêts reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net à l'adoption de l'IFRS 9 (note 15).

3) Ne tient pas compte de 13 076 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (13 674 millions au 31 octobre 2017).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 23 millions de dollars dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de baisse de 91 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, respectivement, pour le trimestre clos le 31 janvier 2018 (hausse de 311 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts et baisse de 49 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, respectivement, pour le trimestre clos le 31 janvier 2017). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 janvier 2018, correspondent à une perte latente de 394 millions de dollars, soit une perte latente de 318 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Au 31 janvier 2018, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient, respectivement, de 13 076 millions de dollars et de 12 850 millions (13 674 millions et 13 563 millions, respectivement, au 31 octobre 2017). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 8 605 millions de dollars au 31 janvier 2018 (8 465 millions au 31 octobre 2017) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une diminution de 10 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre clos le 31 janvier 2018 (diminution de 266 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2017).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 765 millions de dollars au 31 janvier 2018 (749 millions au 31 octobre 2017), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une baisse de 14 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités pour le trimestre clos le 31 janvier 2018 (baisse de 38 millions pour le trimestre clos le 31 janvier

2017). Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018, une diminution de 9 millions a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (diminution de 9 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2017). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2, auparavant les titres disponibles à la vente, est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

Classés selon l'IFRS 9 :

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2018

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 405	1 816	-	10 221
des provinces et municipalités canadiennes	3 017	3 474	-	6 491
l'administration fédérale américaine	10 748	149	-	10 897
des municipalités, agences et États américains	132	1 856	-	1 988
d'autres administrations publiques	204	187	-	391
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	1 160	-	1 160
Titres de créance d'entreprises	2 333	4 962	-	7 295
Prêts	-	160	-	160
Titres de participation d'entreprises	54 819	6	-	54 825
	79 658	13 770	-	93 428
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	564	107	-	671
des provinces et municipalités canadiennes	282	605	-	887
l'administration fédérale américaine	35	-	-	35
des municipalités, agences et États américains	-	-	-	-
d'autres administrations publiques	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	8	-	8
Titres de créance d'entreprises	215	6 289	74	6 578
Titres de participation d'entreprises	1 358	127	1 597	3 082
	2 454	7 136	1 671	11 261
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	9 322	366	-	9 688
des provinces et municipalités canadiennes	816	2 415	-	3 231
l'administration fédérale américaine	14 204	-	-	14 204
des municipalités, agences et États américains	-	3 473	1	3 474
d'autres administrations publiques	1 584	1 535	-	3 119
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	12 689	-	12 689
Titres de créance d'entreprises	2 037	1 252	2	3 291
Titres de participation d'entreprises	-	-	59	59
	27 963	21 730	62	49 755
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	-	1 897	1 897
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	24 021	2 346	-	26 367
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	13 076	-	13 076
Passifs au titre des rentes	-	765	-	765
	24 021	16 187	-	40 208
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	14	8 609	-	8 623
Contrats de change	66	19 617	-	19 683
Contrats sur produits de base	143	1 833	-	1 976
Contrats sur titres de participation	133	1 339	-	1 472
Swaps sur défaillance	-	2	-	2
	356	31 400	-	31 756
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	16	7 996	-	8 012
Contrats de change	9	17 670	-	17 679
Contrats sur produits de base	396	1 483	-	1 879
Contrats sur titres de participation	309	3 150	-	3 459
Swaps sur défaillance	-	50	-	50
	730	30 349	-	31 079

Classés selon l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2017

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 712	2 115	-	10 827
des provinces et municipalités canadiennes	3 177	4 150	-	7 327
l'administration fédérale américaine	9 417	56	-	9 473
des municipalités, agences et États américains	189	1 942	-	2 131
d'autres administrations publiques	630	193	-	823
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	931	-	931
Titres de créance d'entreprises	1 485	10 278	-	11 763
Prêts	3	150	-	153
Titres de participation d'entreprises	55 640	1	-	55 641
	79 253	19 816	-	99 069
Titres disponibles à la vente				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 283	897	-	9 180
des provinces et municipalités canadiennes	920	2 707	-	3 627
l'administration fédérale américaine	14 269	-	-	14 269
des municipalités, agences et États américains	18	4 077	1	4 096
d'autres administrations publiques	2 290	1 268	-	3 558
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	13 216	-	13 216
Titres de créance d'entreprises	1 551	2 972	2	4 525
Titres de participation d'entreprises	37	126	1 441	1 604
	27 368	25 263	1 444	54 075
Titres divers	-	-	333	333
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	22 992	2 171	-	25 163
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	13 674	-	13 674
Passifs au titre des rentes	-	749	-	749
	22 992	16 594	-	39 586
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	4	9 223	-	9 227
Contrats de change	17	17 196	-	17 213
Contrats sur produits de base	232	846	-	1 078
Contrats sur titres de participation	93	1 333	-	1 426
Swaps sur défaillance	-	7	-	7
	346	28 605	-	28 951
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	7	8 309	-	8 316
Contrats de change	6	14 967	-	14 973
Contrats sur produits de base	239	835	-	1 074
Contrats sur titres de participation	166	3 220	-	3 386
Swaps sur défaillance	-	55	-	55
	418	27 386	-	27 804

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, des titres de négociation de 634 millions de dollars, des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de 300 millions et des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 395 millions ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, des titres de négociation de 1 813 millions, des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de 406 millions et des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 2 547 millions ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018	Solde au 1 ^{er} novembre 2017	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes	Échéances ou règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3 2)	Juste valeur au 31 janvier 2018	
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises 4)	73	-	(4)	5	-	-	-	-	74	-
Titres de participation d'entreprises 4) 5)	1 701	(18)	(56)	81	(48)	(1)	-	(62)	1 597	3
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 774	(18)	(60)	86	(48)	(1)	-	(62)	1 671	3
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	2	-	-	-	-	-	-	-	2	s. o.
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	59	-	-	-	-	59	s. o.
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	-	-	59	-	-	-	-	62	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 6)	2 372	(21)	(88)	39	-	(405)	-	-	1 897	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend 62 millions de dollars transférés depuis le niveau 3 par suite du reclassement au coût amorti de certains instruments financiers à l'adoption de l'IFRS 9 (note 15).

3) Les variations des profits (pertes) latents liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus le 31 janvier 2018 ont été portés en résultat au cours de la période.

4) Comprend des instruments de créance de 73 millions de dollars et des instruments de capitaux propres de 260 millions qui ont été reclassés des titres divers aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9 (note 15).

5) Comprend des instruments de capitaux propres de 1 441 millions de dollars qui ont été reclassés des titres disponibles à la vente aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9 (note 15).

6) Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont été reclassés des titres évalués au coût amorti aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9 (note 15).

s. o. - Sans objet

Note 9 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2018, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2018 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre 2018.

Note 10 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, nous avons attribué un total de 705 398 options sur actions (723 431 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018 a été de 11,30 \$ l'option (11,62 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des trimestres clos le	31 janvier 2018	31 janvier 2017
Rendement attendu des actions	4,1 %	4,3 % - 4,4 %
Volatilité prévue du cours des actions	17,0 % - 17,3 %	18,4 % - 18,8 %
Taux de rendement sans risque	2,1 %	1,7 % - 1,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	100,63	96,90

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2018	31 janvier 2017	31 janvier 2018	31 janvier 2017
Pour les trimestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	52	79	7	8
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(2)	2	12	12
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	51	82	19	20
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	20	20	-	-
Charge au titre des cotisations définies	59	36	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	130	138	19	20

Note 11 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos actionnaires, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2018	31 janvier 2017
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	973	1 487
Dividendes sur les actions privilégiées	(45)	(45)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	928	1 442
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 670	647 744
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,43	2,23

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	928	1 442
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 670	647 744
Incidence des instruments dilutifs		
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	5 918	7 832
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 733)	(5 263)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	649 855	650 313
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,43	2,22

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 488 521 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 121,81 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2018 (1 197 024 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 202,02 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2017), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 12 : Impôts sur le résultat

Le 22 décembre 2017, le gouvernement américain a adopté une nouvelle législation fiscale qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018. En vertu de la nouvelle législation, les actifs d'impôt différé nets aux États-Unis ont été réévalués, ce qui a donné lieu à une variation de 483 millions de dollars étant donné la baisse du taux d'impôt. Cette réévaluation était fondée sur l'estimation de certaines incidences fiscales et pourrait être mise à jour ultérieurement. La réévaluation de 483 millions se compose d'une charge d'impôts sur le résultat de 425 millions présentée dans l'état consolidé des résultats et d'une charge d'impôts sur le résultat de 58 millions présentée dans les autres éléments du résultat global et dans les capitaux propres. En outre, un montant de 101 millions a été reclassé dans les actifs d'impôt exigible. Au 31 janvier 2018, les actifs d'impôt différé présentés dans notre bilan consolidé s'élevaient à 2 187 millions.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a proposé une nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 145 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2013. Antérieurement, au cours des exercices clos le 31 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, l'ARC avait produit un nouvel avis de cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 116 millions et de 76 millions, respectivement, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2012 et en 2011. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations et de la proposition de nouvelle cotisation, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les règles fiscales qui traitent des mécanismes de transfert de dividendes ont fait l'objet d'une révision dans le cadre du budget fédéral de 2015, lequel présentait des règles s'appliquant à compter du 1^{er} mai 2017 pour les mécanismes existants. Il se pourrait que nous recevions un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2013 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 13 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 194 à 196 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 380	903	200	233	(170)	2 546
Revenus autres que d'intérêts	553	280	1 405	849	45	3 132
Total des revenus	1 933	1 183	1 605	1 082	(125)	5 678
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	97	77	1	(1)	-	174
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	4	(30)	(2)	(4)	(1)	(33)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	101	47	(1)	(5)	(1)	141
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	361	-	-	361
Amortissement	81	112	57	29	-	279
Charges autres que d'intérêts	885	609	837	691	140	3 162
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	866	415	351	367	(264)	1 735
Charge d'impôts sur le résultat	219	105	85	96	257	762
Bénéfice net	647	310	266	271	(521)	973
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	647	310	266	271	(521)	973
Actifs moyens	221 647	104 215	34 281	295 412	71 908	727 463

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 303	895	172	336	(176)	2 530
Revenus autres que d'intérêts	676	228	1 045	880	46	2 875
Total des revenus	1 979	1 123	1 217	1 216	(130)	5 405
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 2)	113	59	2	(4)	(3)	167
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	4	-	-	4
Amortissement	75	113	53	31	-	272
Charges autres que d'intérêts	830	626	802	691	164	3 113
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	961	325	356	498	(291)	1 849
Charge d'impôts sur le résultat	217	76	87	131	(150)	361
Bénéfice net	744	249	269	367	(141)	1 488
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	-	1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	744	249	268	367	(141)	1 487
Actifs moyens	214 900	105 986	31 500	306 998	66 400	725 784

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données de 2017 n'ont pas été retraitées pour refléter l'adoption de l'IFRS 9.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 14 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 99 à 105 de notre Rapport annuel 2017.

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 251	-	-	-	-	-	-	-	908	41 159
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 010	1 437	940	206	147	-	-	-	-	6 740
Valeurs mobilières	2 609	4 760	6 322	3 989	5 415	8 179	23 727	49 933	58 617	163 551
Titres pris en pension ou empruntés	62 069	17 428	2 393	1 156	148	-	-	-	-	83 194
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 325	2 997	7 389	6 017	3 683	19 606	65 290	10 879	-	117 186
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	583	758	1 354	1 094	873	4 066	20 457	8 443	23 490	61 118
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 994	7 994
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 345	7 307	8 443	4 808	17 041	17 102	62 383	11 116	31 443	171 988
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 624)	(1 624)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	14 253	11 062	17 186	11 919	21 597	40 774	148 130	30 438	61 303	356 662
Total des autres actifs										
Instruments dérivés	1 976	3 181	1 838	1 116	2 533	3 451	9 054	8 607	-	31 756
Engagements de clients aux termes d'acceptations	14 226	2 458	19	2	-	-	-	-	-	16 705
Divers	1 552	266	250	46	15	8	121	4 415	21 469	28 142
Total des autres actifs	17 754	5 905	2 107	1 164	2 548	3 459	9 175	13 022	21 469	76 603
Total des actifs	140 946	40 592	28 948	18 434	29 855	52 412	181 032	93 393	142 297	727 909
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	13 038	9 852	2 625	25	20	-	18	-	2 903	28 481
Entreprises et administrations publiques	18 668	30 342	19 658	11 942	12 849	15 620	41 286	12 220	116 965	279 550
Particuliers	3 370	3 963	5 347	7 319	7 851	8 959	15 940	2 173	112 612	167 534
Total des dépôts	35 076	44 157	27 630	19 286	20 720	24 579	57 244	14 393	232 480	475 565
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 979	3 408	2 216	1 567	1 825	3 304	7 800	7 980	-	31 079
Acceptations	14 226	2 458	19	2	-	-	-	-	-	16 705
Titres vendus à découvert	26 367	-	-	-	-	-	-	-	-	26 367
Titres mis en pension ou prêtés	66 593	5 116	246	305	-	-	-	-	-	72 260
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	-	1 581	581	633	2 033	3 477	12 217	2 981	-	23 503
Divers	7 503	1 593	2 428	71	299	551	3 488	2 312	14 894	33 139
Total des autres passifs	117 668	14 156	5 490	2 578	4 157	7 332	23 505	13 273	14 894	203 053
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	6 463	-	6 463
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	42 828	42 828
Total des passifs et des capitaux propres	152 744	58 313	33 120	21 864	24 877	31 911	80 749	34 129	290 202	727 909

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 040	3 853	8 767	5 728	10 141	19 390	71 313	1 784	-	122 016
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 854	-	-	-	5 854
Contrats de location simple	32	63	93	92	85	323	672	967	-	2 327
Prêt de titres	4 373	-	-	-	-	-	-	-	-	4 373
Obligations d'achat	56	114	172	166	141	552	517	64	-	1 782

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 641	-	-	-	-	-	-	-	958	32 599
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 784	1 579	626	319	182	-	-	-	-	6 490
Valeurs mobilières	3 620	2 917	5 933	5 845	3 625	7 675	22 842	52 615	58 126	163 198
Titres pris en pension ou empruntés	57 919	13 236	2 353	1 241	249	49	-	-	-	75 047
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 045	1 551	4 531	7 687	6 201	19 866	65 547	8 830	-	115 258
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	517	371	1 084	1 374	1 285	4 211	20 845	8 590	23 667	61 944
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 071	8 071
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 379	7 352	6 454	6 169	18 694	17 948	63 614	11 380	30 077	175 067
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 833)	(1 833)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	14 941	9 274	12 069	15 230	26 180	42 025	150 006	28 800	59 982	358 507
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 701	3 748	1 580	1 229	1 306	3 272	7 426	8 689	-	28 951
Engagements de clients aux termes d'acceptations	14 179	2 263	104	-	-	-	-	-	-	16 546
Divers	1 340	475	129	17	11	11	131	4 431	21 697	28 242
Total des autres actifs	17 220	6 486	1 813	1 246	1 317	3 283	7 557	13 120	21 697	73 739
Total des actifs	129 125	33 492	22 794	23 881	31 553	53 032	180 405	94 535	140 763	709 580
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 462	9 321	2 633	496	25	-	-	-	3 268	28 205
Entreprises et administrations publiques	23 917	25 224	19 112	12 897	10 806	16 522	42 707	15 712	116 379	283 276
Particuliers	3 835	5 081	5 569	5 662	7 999	9 098	15 811	2 075	113 181	168 311
Total des dépôts	40 214	39 626	27 314	19 055	18 830	25 620	58 518	17 787	232 828	479 792
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 876	3 227	1 512	1 510	1 206	3 477	6 885	8 111	-	27 804
Acceptations	14 179	2 263	104	-	-	-	-	-	-	16 546
Titres vendus à découvert	25 163	-	-	-	-	-	-	-	-	25 163
Titres mis en pension ou prêtés	53 165	1 644	290	20	-	-	-	-	-	55 119
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	10	709	1 523	556	845	3 931	11 812	3 668	-	23 054
Divers	12 616	2 536	517	43	239	752	154	2 361	13 501	32 719
Total des autres passifs	107 009	10 379	3 946	2 129	2 290	8 160	18 851	14 140	13 501	180 405
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	5 029	-	5 029
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	44 354	44 354
Total des passifs et des capitaux propres	147 223	50 005	31 260	21 184	21 120	33 780	77 369	36 956	290 683	709 580

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 377	2 302	4 755	8 312	14 560	21 985	71 481	2 283	-	127 055
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 044	-	-	5 044
Contrats de location simple	31	62	91	89	87	329	712	1 032	-	2 433
Prêt de titres	5 336	-	-	-	-	-	-	-	-	5 336
Obligations d'achat	42	83	128	124	129	519	577	157	-	1 759

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 15 : Transition à l'IFRS 9

Le tableau qui suit présente les catégories de classement et d'évaluation selon l'IAS 39, soit avant la transition, et les catégories de classement et d'évaluation correspondantes selon l'IFRS 9. On y présente également le rapprochement des valeurs comptables des prêts, des titres et des autres actifs financiers établies selon l'IAS 39 et selon l'IFRS 9 au 1^{er} novembre 2017, par suite de l'adoption de l'IFRS 9. Aucun changement n'a été apporté à la base d'évaluation des autres catégories d'actifs financiers ou de tout passif financier.

(en millions de dollars canadiens)	Catégorie d'évaluation selon l'IAS 39	Catégorie d'évaluation selon l'IFRS 9	Valeur comptable selon l'IAS 39	Reclassement	Réévaluation	Valeur comptable selon l'IFRS 9
Actifs financiers						
Valeurs mobilières						
	Titres de négociation	Titres de négociation	99 069	(8 534)	-	90 535
		Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	-	8 534	-	8 534
	Titres disponibles à la vente	s. o.	54 075	(54 075)	-	-
		Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	51 909	-	51 909
		Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	-	2 081	-	2 081
		Titres évalués au coût amorti	-	85	-	85
	Titres détenus jusqu'à l'échéance	Titres évalués au coût amorti	9 094	-	(2)	9 092
	Divers	Divers	960	(333)	-	627
		Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	-	333	-	333
Total des valeurs mobilières			163 198	-	(2)	163 196
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	Titres évalués au coût amorti	Titres évalués au coût amorti	115 258	-	-	115 258
Prêts à tempérament et autres prêts	Titres évalués au coût amorti	Titres évalués au coût amorti	61 944	-	-	61 944
Prêts sur cartes de crédit	Titres évalués au coût amorti	Titres évalués au coût amorti	8 071	-	-	8 071
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Titres évalués au coût amorti	Titres évalués au coût amorti	175 067	(2 372)	-	172 695
		Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	-	2 372	-	2 372
Total des prêts			360 340	-	-	360 340
Provision pour pertes sur créances			(1 833)	-	154	(1 679)
			358 507	-	154	358 661
Actifs financiers restants 1)			127 706	-	(6)	127 700
Passifs financiers						
Provision pour pertes sur créances liée aux éléments hors bilan						
			163	-	76	239
Total de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9, avant impôts			s. o.	-	70	s. o.
Total du cumul des autres éléments du résultat global, après impôts						
			3 066	(55)	-	3 011
Total des résultats non distribués, après impôts 2) 3)						
			23 709	55	44	23 808
Total des capitaux propres, après impôts						
			44 354	-	44	44 398

1) Représente la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés et les actifs divers. La réévaluation rend compte de l'incidence des dispositions de dépréciation de l'IFRS 9 sur ces actifs restants.

2) Le montant reclassé représente l'incidence après impôts (105 millions de dollars avant impôts) attribuable au reclassement des titres de participation des titres disponibles à la vente selon l'IAS 39 aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'IFRS 9.

3) Le montant reclassé représente l'incidence après impôts (70 millions de dollars avant impôts) attribuable à l'adoption des dispositions de dépréciation de l'IFRS 9.

s. o. - Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Au 1^{er} novembre 2017, le soldes des titres selon les catégories d'évaluation après l'adoption de l'IFRS 9 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	1 ^{er} novembre 2017
Titres de négociation	90 535
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	10 948
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	51 909
Titres évalués au coût amorti	9 177
Divers	627
Total	163 196

L'incidence principale de l'adoption des dispositions de classement et d'évaluation de l'IFRS 9 a trait aux titres détenus par la Banque.

À la transition, nos titres détenus jusqu'à l'échéance existants ont continué d'être admissibles au traitement au coût amorti, puisqu'ils sont détenus en vue de percevoir des flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts.

Notre portefeuille de titres disponibles à la vente a été reclassé en fonction des résultats des tests auquel ont été soumis le modèle économique et les flux de trésorerie contractuels. Tous les titres disponibles à la vente qui représentaient des instruments de capitaux propres ont été reclassés en tant que titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les titres disponibles à la vente qui représentaient des investissements dans des instruments de créance ont été classés, dans la majorité des cas, en tant que titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Certains titres de créance disponibles à la vente ont été classés à la juste valeur par le biais du résultat net, puisque leurs flux de trésorerie contractuels ne constituaient pas uniquement des remboursements de capital et des versements d'intérêts. Certains titres de créance disponibles à la vente ont été classés au coût amorti, puisqu'ils sont détenus en vue de percevoir des flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. À la transition, les investissements détenus par nos activités de banque d'affaires ont été classés à la juste valeur par le biais du résultat net; ces derniers ne sont plus tenus d'être désignés selon l'option de la juste valeur.

Nos portefeuilles de prêts continuent d'être comptabilisés au coût amorti, à l'exception de certains prêts aux entreprises et aux administrations publiques, dont les flux de trésorerie contractuels ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts; ces prêts ont été classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le tableau qui suit présente l'incidence de la transition à l'IFRS 9 sur la provision pour pertes sur créances au 1^{er} novembre 2017.

(en millions de dollars canadiens)	Provision générale selon l'IAS 39	Provision spécifique selon l'IAS 39	Provision selon l'IAS 39	Réévaluation	Provision selon l'IFRS 9	Étape 1 selon l'IFRS 9	Étape 2 selon l'IFRS 9	Étape 3 selon l'IFRS 9
Prêts								
Prêts hypothécaires à l'habitation	69	24	93	(20)	73	16	33	24
Prêts à tempérament et autres prêts	343	136	479	71	550	70	344	136
Prêts sur cartes de crédit	243	-	243	41	284	63	221	-
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	785	233	1 018	(246)	772	205	334	233
Total de la provision pour pertes sur créances	1 440	393	1 833	(154)	1 679	354	932	393
Provision pour pertes sur créances liée aux actifs financiers restants 1)	-	-	-	8	8	7	1	-
Provision pour pertes sur créances liée aux éléments hors bilan	136	27	163	76	239	89	123	27
Total	1 576	420	1 996	(70)	1 926	450	1 056	420

1) Représentent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, les valeurs mobilières, les titres pris en pension ou empruntés et les autres actifs.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2017, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 27 février 2018 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5126346). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 29 mai 2018, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-3996

François Morin, Montréal, francois1.morin@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2017 : 99,35 \$

Décembre 2017 : 100,21 \$

Janvier 2018 : 103,06 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6786

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2017, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2017 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal

Assemblée annuelle de 2018

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 5 avril 2018 à Toronto, en Ontario.